

# *l'Anti*capitaliste

N°165 | Mars 2025 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



## TRUMP SAIGNEUR DU MONDE



LES CRISES DU CAPITALISME  
PAR CÉDRIC DURAND



BILAN DU  
CONGRÈS DE LA FSU



LE SURRÉALISME,  
100 ANS APRÈS

# Sommaire

## EDITORIAL

**Comité de rédaction.** Comprendre le monde pour mieux combattre le système **2**

## PREMIER PLAN

**Poder Popular.** Le discours de Milei à Davos représente une menace fasciste **4**

**Léon Balmat.** L'UNI hors de nos universités ! **7**

**Milo Tannos.** FSU : un congrès à la croisée des chemins **9**

## DOSSIER

**Henri Wilno.** Trump : l'économie au service de la politique impériale **11**

**Bloc de Gauche.** L'Europe prise au piège de l'axe Trump-Poutine **15**

**Comité national de Solidarity.** Les attaques trumpistes contre nous tou-tes **20**

**Solidarity.** Les rassemblements « Hands Off ! » s'organisent partout aux États-unis **23**

## THÉORIE

**Cédric Durand.** Les crises du capitalisme : logique, moment, perspectives **25**

## CULTURE

**Helmut Dahmer.** Le surréalisme – 100 ans après **31**

## FOCUS

**CLAF (RP) et CNAR-RP.** Rassemblé-es contre l'extrême droite **36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :  
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>.

Couverture : © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Des manifestants avec un drapeau américain, tourné à l'envers et avec des inscriptions contre Trump, manifestation contre le G7, 24 août 2019, © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

# NPA

*l'Anticapitaliste*

## S'ABONNER

### PAR CHÈQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir – 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an
Revue mensuelle	22 euros	44 euros
Revue + Hebdo	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs précaires		
Revue mensuelle	18 euros	36 euros
Revue + Hebdo	38 euros	76 euros

### Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31  
ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org).

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

En complétant et retournant la formule publiée dans  
l'hebdomadaire et également disponible sur :  
<https://lanticapitaliste.org/abonnement>

## *l'Anticapitaliste*

*la revue mensuelle du NPA - l'Anticapitaliste*

### Comité de rédaction

Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

### Pour contacter la rédaction

[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Directrice de la publication

Penelope Duggan

### Secrétaire de rédaction

Raphaël Greggan

### Diffusion

[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration

01 48 70 42 30

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire

0519 P 11509

### Numéro ISSN

2269-370X

### Société éditrice

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication

SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage

3 000 exemplaires

### Maquette et impression

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 21

Fax : 01 48 59 23 28

Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Comprendre le monde pour mieux combattre le système

COMITÉ DE RÉDACTION

*Les ordres et contre-ordres de Trump finissent par donner le tournis avec l'impression de ne plus rien comprendre. Le personnel politique de droite est pris dans les affaires (Bayrou à Bétharram, Sarkozy en Libye, Le Pen à Bruxelles) renforçant le « tous pourris » qui dégoûte de la politique et leur laisse le champ libre pour les licenciements et leurs guerres. À l'exact contraire, les populations reprennent le chemin des luttes. Même si cela est timide pour l'instant, notre tâche est d'encourager et de transformer chaque étincelle en feu de prairie contre le Capital.*

L'élection de Trump représente un saut dans la politique d'affrontement inter-impérialiste. Nous avons décidé de proposer un dossier pour éclairer le monde qui vient. Henri Wilno décortique les conséquences de la nouvelle politique économique étatsunienne (p. 11). Nous publions la résolution de nos camarades portugais du Bloc de Gauche sur les conséquences de la politique trumpienne sur l'Union européenne (p. 15), ainsi que des articles de nos camarades argentins et étatsuniens pour saisir la violence du pouvoir en Argentine (p. 4) ou aux États-Unis (p. 20).

## POUR QUE RIEN NE CHANGE...

En dernière instance, c'est la crise économique mondiale qui dicte les actes de chaque gouvernement (lire l'article de Cédric Durand, p. 25). Les crises obligent les grandes entreprises à chercher de nouveaux marchés (c'est-à-dire redessiner la carte des influences mondiales), ainsi qu'à faire baisser les coûts de production, soit en accaparant les matières premières (au Groenland, par exemple, au mépris de la crise climatique), soit en augmentant l'exploitation (par des licenciements massifs, sans baisse de productivité, comme en France). Ces attaques frontales ne peuvent être mises en place que par des gouvernements forts et directifs. C'est ce que proposent les candidats de

droite extrême dont Trump est le fer de lance actuel.

Dans cette guerre économique de mouvement, rien ne reste stable. Les anciennes alliances historiques sont défaites. L'offensive éclair sur les frais de douane par Trump s'est soldée par une pause de trois mois. Cela a eu comme principale conséquence de fissurer le bloc atlantique, obligeant la vieille Europe à réfléchir à son propre armement, pour la défense de son espace économique, sans son grand frère étatsunien. La guerre militaire n'est que la continuité de cette guerre politique.

## ... IL FAUT QUE TOUT CHANGE

Les revirements rapides de Trump augmentent la crise économique au lieu de la résoudre. Cette montée à la guerre a un coût (ne serait-ce que celui des armes à produire). Bayrou a déjà annoncé que pour s'en sortir « il faudra travailler plus ». Encore une fois, les travailleuses et les travailleurs vont payer leurs guerres pour leurs profits. La rhétorique nationaliste en œuvre vient légitimer les offensives militaires à venir et renforce l'extrême droite. Des condamnations judiciaires ne seront pas suffisantes pour lui faire barrage, ni les 34 condamnations pénales de Trump, ni celle de Marine Le Pen et du RN. Cela ne fait qu'accroître leur posture anti-système. Notre tâche n'est

donc pas seulement de défendre la démocratie bourgeoise sénile, mais de dénoncer les voleurs racistes en guerre contre les exploités-es et les opprimés-es du monde entier, prêts à commettre des génocides, comme en Palestine pour leurs profits. Nous appelons à l'unité de notre camp social et de toutes ses organisations, pour la lutte. (lire p. 36).

## REPRENDRE LE CHEMIN DES LUTTES

C'est sur notre terrain, celui des mobilisations, que nous pourrions convaincre et entraîner la majorité de la population. Que ce soit sur les universités contre l'extrême droite (lire l'article de Léon Balmat, p. 7) ou contre la politique anti-sociale et raciste de Trump aux États-Unis (lire les comptes-rendus des militant·es de Solidarity, p. 23). Nous avons besoin en France de mobilisations d'ampleur contre la politique de Bayrou. Cela commence par mettre en ordre de bataille nos syndicats (lire l'article de Milo Tannos, p. 9), pour que des luttes d'ampleur explosent et mettent un coup d'arrêt aux politiques anti-sociales en œuvre. En outre, nous avons besoin d'un mouvement anti-guerre, qui dénonce la politique du gouvernement, pour refuser d'aller se faire tuer la peau pour le patronat ou la nation et qui reconnaît le droit des peuples à s'autodéterminer (en Palestine, en Ukraine, etc.). □

# Le discours de Milei à Davos représente une menace fasciste

**PODER POPULAR\***

*Le discours de Milei à Davos contient une série de points cruciaux pour comprendre le projet politique, économique et social de l'extrême droite argentine. Milei y parle de la position de l'Argentine dans le monde, propose une analyse du rôle de ces rencontres internationales, se positionne comme un leader mondial (ou tente de le faire), caractérise la gauche et le progressisme en tant que des forces, expose sa vision de l'histoire mondiale et nationale, y situe la débâcle de la crise et ses raisons, et annonce les grandes lignes d'un programme de droite et réactionnaire.*

Il s'agit en somme de la déclaration la plus sincère que le gouvernement ait faite sur sa lecture historique, sur la réaction de la société à ses mesures et sur son programme pour l'avenir. Un discours idéologiquement chargé, soigneusement rédigé dans le but de contribuer à la bataille culturelle vers une nouvelle hégémonie réactionnaire : anti-patriotisme, misogynie sexiste, haine de la dissidence sexuelle et de genre, négationnisme climatique, contrôle accru et militarisation de la société, lutte contre la raison et mépris de l'art et de la science.

Il faut être clair : le projet de Javier Milei est incompatible avec les libertés démocratiques que nous avons conquises après la chute de la dictature militaire. Pour imposer ce nouveau consensus social, il doit briser la colonne vertébrale du mouvement syndical et populaire argentin. Et pour vaincre un des plus hauts niveaux d'organisation syndicale et sociale du continent, il a besoin de l'utilisation délibérée de la violence sous toutes ses formes : stigmatisation, criminalisation, persécution et répression. Bien que les secteurs populaires sortent d'une défaite, ils conservent des niveaux d'organisation qui représentent un risque pour son programme. Nous sommes toujours le pays des mères et des grands-mères de la Plaza de Mayo, du mouvement

féministe bouillonnant des dernières décennies. Nous sommes toujours le pays de Diego qui se moque des Britanniques. Nous sommes toujours le pays qu'ils détestent.

## **EN SMOKING POUR VENDRE LA PATRIE**

Le nouveau meilleur ami de Javier Milei est Elon Musk. Il y a quelque temps, lorsque le leader de X a célébré sa capacité politique et sa croissance rapide sur ce réseau social, le président argentin s'est réjoui comme un enfant lorsqu'il obtient le ballon qu'il veut. Sa relation avec Elon Musk n'est pas celle d'un allié politique, mais celle d'un fan d'un groupe musical ou d'une figure idolâtrée pendant l'adolescence.

Pourquoi Milei le suit-il ? Elon Musk est la première personne au monde à posséder une fortune de 400 milliards de dollars. Dans l'histoire du capitalisme, personne n'a peut-être réussi à convertir son énorme richesse en influence politique de la même manière que Musk. Aujourd'hui, il accompagne les mouvements de l'extrême droite mondiale avec ses fonds, et ses idées. Ainsi, il participe au gouvernement de Donald Trump avec son ministère de « l'efficacité gouvernementale » et participe en tant qu'orateur aux rassemblements d'Alternative für Deutschland, le parti d'extrême

droite allemand. Il qualifie la lutte de Black Lives Matter de « virus mental », rejette les syndicats et déclare sa fille transgenre « assassinée » par le « virus woke ». Depuis qu'il est propriétaire de X, il a licencié une grande partie des « modérateurs de contenu » qui travaillent pour ce réseau social. Il a ainsi transformé X en une centrale mondiale qui fournit une hyper-information conforme à l'idéologie de l'ultra-droite. Cependant, Milei ne s'est pas rendu à l'investiture de Trump pour conclure des accords commerciaux. Comme pour les dizaines de voyages effectués avec l'argent de l'État, le président s'est rendu sur place pour apporter un soutien politique aux leaders de l'extrême droite mondiale. Il n'y a pas d'ambassades ou d'accords diplomatiques à suivre. Le président fait ce qu'il veut avec les fonds de l'État et les institutions démocratiques.

Malgré l'admiration de Milei, la position de Donald Trump sur l'Amérique latine exprimée dans l'une de ses interviews post-inauguration est claire : « Ils ont plus besoin de nous que nous n'avons besoin d'eux ». Quel est donc l'intérêt de soutenir avec autant de ferveur un dirigeant qui reconnaît ne pas avoir besoin de vous ? La réponse est simple. Un profond sentiment anti-national et un mépris pour le pays et son territoire. Le président, après chacun de ses

voyages, revient avec des tweets et des photos. Toujours pas d'investissement. Encore moins avec un accord commercial pour lutter contre la pauvreté ou résoudre des problèmes structurels. Lors de ses voyages, il baisse la tête, il distribue nos ressources naturelles et cherche à faire bonne figure auprès du Fonds monétaire international.

### CONTRE L'IDÉOLOGIE « WOKE »

Tout projet qui vise à interpeller une société en crise doit clarifier auprès des secteurs populaires comment cette situation s'est produite. Cela implique de nommer les responsables et d'opposer leurs projets aux siens. Le discours de Milei à Davos implique un tournant partiel par rapport à son discours précédent. Reprenons.

Afin de se construire comme un candidat compétitif à l'approche du deuxième tour, Milei a déplacé l'axe du discours « contre la caste » pour se positionner comme le référent de l'anti kirchnérisme. Il a ainsi coopté les voix de l'électorat de tous les partis qui se sont placés sur cette position lors du cycle précédent. Cependant, le discours de Davos va beaucoup plus loin. Pour lui, ce ne sont pas (ou du moins pas seulement) les kirchneristes-péronistes qui sont responsables de la crise, mais plutôt l'idéologie « woke ». Ce terme est utilisé pour englober, de manière délibérément schématique, tout ce que le gouvernement n'aime pas. Marxisme, progressisme, « idéologie du genre », luttes raciales, justice sociale, toute mesure étatique visant à garantir des droits ou à répartir ne serait-ce que timidement les richesses. Milei nous déclare la guerre : « gauchistes, vous allez fuir ».

Ce type de discours, qui lui a permis de susciter la controverse sur les réseaux sociaux et d'augmenter son audience, fait un bond qualitatif maintenant qu'il est prononcé depuis les bureaux de l'État. Il ne faut pas s'y tromper. C'est du plus profond de l'État que sont validées la répression et la persécution de ceux d'entre nous qui luttent pour une société différente. Le danger que nous courons n'est pas d'exagérer mais de sous-estimer la possibilité que ces idées s'ancrent profondément et permettent l'application d'autres mesures autoritaires en plus des mesures actuelles. Tout virage autoritaire doit d'abord préparer le terrain dans la bataille culturelle. La réussite



Elon Musk et Javier Milei à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), 20 février 2025 © Wikipedia Commons

de ce plan dépend de la capacité des secteurs populaires à s'organiser et à construire une résistance permanente à ses mesures.

### SON PROGRAMME EST LA PROGRAMMATION DE LA MISÈRE

Manuel Adorni, porte-parole de la présidence, annonce chaque début de mois les chiffres officiels de l'inflation avec un sourire moqueur. Il y présente la baisse du pourcentage comme l'un des grands triomphes du gouvernement. Pourtant, l'inflation n'est qu'un des indicateurs de nos conditions de vie. Les salaires en Argentine sont à un niveau historiquement bas, sans précédent au cours des dernières décennies, tandis qu'avec la structure institutionnelle prévue par la « Ley Bases », les bénéfices des entreprises devraient faire un bond historique.

La possibilité de privatisation des entreprises publiques et du système de retraite, les continuelles suppressions de financement de la santé publique et de l'éducation, les licenciements massifs dans l'État, les modifications des lois sur l'emploi visant à garantir des heures de travail plus longues, des salaires plus bas, moins de vacances et des contrats moins formels sont quelques-uns des principaux aspects de la situation. Rien de nouveau sous le soleil. Le programme libertarien est un capitalisme extrême qui ramène les relations de travail au 19<sup>e</sup> siècle et qui a conduit le pays à la pauvreté, au vide et à la perte totale de souveraineté dans la dictature génocidaire de Videla et les gouvernements de Carlos Saúl Menem. Cependant, la situation de crise

économique n'est pas encore résolue et ne semble pas devoir se stabiliser à court terme. La récente baisse des taxes à l'exportation des céréales est loin de garantir le calme sur les marchés et la baisse de l'inflation dont se targue le gouvernement. De même, sa situation avec le FMI reste incertaine et il risque de ne pas pouvoir obtenir de prêt s'il ne suit pas les étapes qui lui sont demandées. La demande du FMI est très proche de celle des grands groupes économiques qui, s'ils soutiennent le gouvernement sur le plan politique, font conjointement pression sur lui dans le domaine économique pour qu'il laisse libre cours à une accumulation démesurée. Leur plan est la dévaluation et la levée de l'ancrage au dollar.

La mise en œuvre de ce plan pose un certain nombre de problèmes au gouvernement. Tout d'abord, la mission du FMI a quitté le pays sans être parvenue à un accord. Si la politique économique n'est pas « corrigée » et qu'un taux de change plus faible, des taux d'intérêt plus élevés et une plus grande flexibilité du taux de change ne sont pas fournis, le FMI ne parle que de consentir à l'Argentine, en 2025, les ressources pour assurer le service de sa dette envers le FMI. En d'autres termes, il s'agit d'aider le gouvernement à rembourser la dette qu'il a déjà contractée auprès de l'organisation. Ceci est d'autant plus important que la dette envers le FMI est considérée comme une dette

« senior », c'est-à-dire qu'elle doit être payée pour pouvoir demander n'importe quel type de prêt aux organisations internationales.

Le gouvernement de Milei cherche les ressources nécessaires pour demander ultérieurement un prêt de 11, 12 ou 15 milliards de dollars. Le prêt qu'il souhaite obtenir du Fonds monétaire international représente une perte totale de souveraineté économique et politique, puisqu'il ne serait même pas remboursé par deux générations entières d'Argentins.

Le revers économique de ces données est souligné par les indicateurs qui démontrent que les plus grandes fortunes du pays ont doublé. Pourtant, elles ont récemment bénéficié d'une baisse d'impôts. Selon le magazine Forbes, en 2020, les 50 Argentins les plus riches disposaient d'un total de 46 milliards de dollars américains. En décembre de cette année, cette somme s'élevait à 78 milliards. N'avait-on pas dit qu'il « n'y avait pas d'argent » ? Qu'il n'y avait qu'un « État absent » ? Ce qu'il y a vraiment, c'est un programme économique qui cherche à garantir les profits des 1% les plus riches au prix de l'appauvrissement des grandes majorités sociales. Leur projet, c'est la planification de la misère.

### L'AVENIR N'APPARTIENT PAS AUX FACHOS

Rien n'est plus important que la lutte contre la menace fasciste. Dans la lutte stratégique de la bataille culturelle qui se déroule en permanence, chaque génération du mouvement populaire a une tâche à accomplir. Nos mères et nos grands-mères ont combattu la dictature et lutté contre l'impunité dans la démocratie. La génération des années 90 a affronté les plans du FMI et, dans la lutte contre la faim, a donné naissance au mouvement piquetero. Aujourd'hui, c'est à notre tour de faire face à la menace fasciste. La violence et la haine ne peuvent pas faire partie du sens commun.

Le néolibéralisme n'est pas seulement un modèle économique. C'est une forme très spécifique de domination politique qui cherche à démobiliser et à individualiser la classe ouvrière. Pour ce faire, il utilise la coercition

du marché, intensifie la concurrence à des niveaux impensables et diffuse une machine idéologique et culturelle sans précédent dans l'histoire mondiale par le biais de grandes plateformes numériques gérées par des monopoles associés à des États impérialistes. L'attaque de Milei à Davos contre « l'idéologie du genre » est intégralement liée à son plan économique. Tout cela fait partie de la même chose. S'ils parviennent à nous empêcher de ressentir de l'empathie pour les secteurs réprimés de la société, les liens sociaux et communautaires sont moindres, les conflits et les situations de vie sont individualisés, l'idée de société s'estompe. Cela leur est nécessaire pour faire avancer leurs mesures économiques.

Quelle est la force réelle du gouvernement et de ses idées ? Sont-ils invincibles ? La société dans son ensemble soutient-elle son programme ? Devons-nous nous en inquiéter ? Le gouvernement bénéficie d'un important soutien social en raison de l'échec des deux gouvernements précédents, d'une demande sociale accrue d'ordre, d'une banalisation des conditions de vie précaires, de l'approbation de la réduction de l'inflation selon les chiffres officiels et du soutien d'une partie de la société (inférieure à son nombre d'électeurs) à des mesures réactionnaires. Cependant, il est tout aussi vrai qu'au cours de cette année, nous avons connu plusieurs des mobilisations les plus importantes de l'histoire récente de notre pays. De plus, il est également vrai qu'il y a une partie des électeurs de Milei « repentis » qui n'ont pas de voix dans les médias et

qui sont très difficiles à mesurer.

Celles et eux qui se sont organisés rapidement en assemblées après les discours de Davos, ceux qui ont embrassé l'hôpital Bonaparte dans la capitale fédérale ou ceux qui luttent pour l'eau à Mendoza ont offert quelques-unes des images de ces dernières semaines qui indiquent l'existence d'une base sociale sur laquelle construire la résistance.

La marche antifasciste et antiraciste du 1er février inaugure l'année 2025 par une mobilisation massive et fédérale qui s'ajoute à la liste des deux grèves appelées par la CGT, à l'irruption populaire la plus importante et la plus unitaire pour la mémoire du 24 mars des dernières décennies et aux marches fédérales universitaires. Sur cette base, nous devons proposer de construire un mouvement populaire unitaire dans les rues contre l'ensemble des mesures du gouvernement Milei. Le caractère antifasciste est clairement apparu pour rester et sera une composante de tous nos mobilisations à partir de maintenant. Dans le cadre de ces luttes, nous devons contribuer à la naissance d'une nouvelle alternative politique de gauche qui soit claire quant aux défis politiques auxquels nous sommes confronté-es avec un tel gouvernement. Ils ne sont pas invincibles. Nous devons les affronter. □

Argentine, le 6 février 2025

\* Poder Popular est une organisation argentine, née en 2022, résultant de la convergence de trois organisations révolutionnaires : Démocratie socialiste, l'Organisation guévariste révolutionnaire et le Collectif militants de décembre.



Gustavo Pecoraro, un journaliste argentin, militant pour les droits LGBTIA+ s'adresse à la foule devant l'ambassade d'Argentine à Madrid pour dénoncer les propos de Milei à Davos, Madrid, le 1<sup>er</sup> février 2025 © Wikipedia Commons

# L'UNI hors de nos universités !

LÉON BALMAT

*Les élections étudiantes de 2024 ont été le théâtre de nombreuses incursions des syndicats d'extrême droite, signe des temps. Il est donc nécessaire de mieux les connaître, et en particulier l'UNI. Cependant, si la progression de l'extrême droite et la droitisation du gouvernement Retailleau permet d'expliquer la témérité croissante des organisations à droite, la résistance des étudiant-es du Mirail à Toulouse montre la possibilité concrète de résister*

À l'occasion des élections étudiantes à l'université Toulouse Jean-Jaurès (UT2J), l'organisation syndicale d'extrême-droite UNI (Union nationale inter-universitaire) a tenté de diffuser le 11 février dernier sa propagande à la sortie du métro. Les étudiant-es se sont organisé-es pour refuser cette intrusion d'une organisation qui n'a pas sa place dans l'université et manifester leur opposition à cette tentative.

L'opposition des étudiant-es et des militant-es antifascistes à la pénétration d'une organisation dangereuse pour les étudiant-es de l'UT2J a été un succès : le montage des images pour prétendre à une « attaque » des militant-es antifascistes correspond à une tactique de l'extrême droite, qui vise à inverser les responsabilités et produire un discours de contre-vérité. En réalité dès l'arrivée des militant-es de gauche l'UNI a commencé à les insulter et à les provoquer. Puis lorsque des militant-es antifascistes se sont approché-es pour jeter de l'eau ils ont encaissé les premiers coups assénés par des militants de l'UNI. Le lendemain ils sont revenus escortés par la police nationale, qui à cette occasion a plusieurs fois rompu la franchise de l'université, c'est à dire l'impossibilité pour les forces de l'ordre d'y pénétrer. Malgré cette complicité policière un dispositif militant fut mis en place dès 8h30 pour récupérer leurs tracts avant l'entrée dans la fac. Ce dispositif a permis de remplir deux poubelles de leurs tracts et très peu ont pu passer grâce aux militant-es qui sont restés sur place jusqu'au départ de l'organisation fasciste 7h plus tard, toujours escortée par la police.

## LES TACTIQUES DE L'EXTRÊME DROITE À L'UNIVERSITÉ : LUTTER CONTRE L'INFOX !

L'UNI diffuse régulièrement des *fake news*. Lors des élections étudiantes à Strasbourg, sa venue a provoqué plusieurs rassemblements antifa, l'UNI s'est réfugiée dans le bâtiment de la présidence de l'université. Les responsables de l'organisation ont dit sur le média d'extrême droite *frontières* que des antifascistes les auraient agressés au couteau. Ces allégations ne se basent sur rien. Aucun-e militant-e n'avait sur lui d'arme blanche. Mais comment auraient-ils pu s'en rendre compte, barricadés derrière les portes du bureau de la présidence de l'université ? Cette diffamation est d'autant plus risible que certains de leurs militants étaient en possession de spray au poivre qui sont malencontreusement tombés devant des militant-es de l'AES, seule force de gauche présente. Les militants de l'UNI qui n'ont pas cessé de se victimiser, étaient donc en réalité les seules personnes réellement armées. De plus, l'UNI s'est fait connaître pour des faits de harcèlement. Ces méthodes remontent à la création de l'organisation après le soulèvement populaire de Mai 1968. Cette organisation est dès sa création faite pour lutter contre les mouvements sociaux. Pour ce faire l'organisation utilise des méthodes ignobles. Elle est en lien avec de nombreux groupuscules violents d'extrême droite, comme lorsqu'elle a été accompagnée en 2023 au Mirail par des militants de Furie Française.

Ce groupuscule ultra violent est en effet un bel exemple des fréquentations de l'UNI, qui se rapproche souvent d'organisations de ce type, partout sur le territoire. Les liens avec l'extrême droite violente se font également dans les méthodes. En 2023 à Lorient le chef de la section locale tire au pistolet sur une affiche de l'Union pirate, section locale de l'union étudiante. En novembre 2024 à Caen, lors des élections aux conseils centraux des universités l'organisation blesse des étudiant-es dans le restaurant universitaire avant de menacer leurs camarades avec le sang des victimes. Cette semaine, leurs militants sont venus dans les toilettes avoisinant les locaux des syndicats pour taguer des croix gammées et des croix celtiques, vite recouvertes par des militants de plusieurs syndicats étudiants.

Ces comportements violents sont cachés par des idées moins offensives utilisées comme vitrine plus inoffensive, notamment via un *green washing* ridicule come par exemple la demande de mise en place de plus de cendriers. De même, l'un de leur combat mis en avant est la lutte contre l'écriture inclusive sous prétexte que le masculin aurait la fonction du neutre dans la langue française. Or cette façon de parler instituée au 17<sup>e</sup> siècle avait pour but d'exclure les femmes de l'espace public.



### SEXISME, RACISME, LGBTIA+PHOBIE : LES FAITS D'ARMES D'UN SYNDICAT D'EXTRÊME DROITE

L'UNI n'est pas seulement une organisation violente mais elle est également profondément sexiste. Il ya de nombreux épisodes de harcèlement moral qui touchent majoritairement leurs militantes. Lors des élections de Strasbourg suite à de nombreuses insultes racistes visant un membre racisé de l'AFGES, une militante va fondre en larmes. Cette même militante sera le soir même victime de nombreuses menaces de mort car elle aurait appelé les gens à voter, sans préciser que l'appel au vote était destiné à mettre un bulletin brun dans l'urne. Les membres du bureau national n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser leurs positions pour obtenir des faveurs sexuelles. Il arrive que des militantes soient exclues après avoir refusé les avances sexuelles des membres bien placés. Ces pratiques sont révoltantes et mettent les femmes en danger : l'UNI est une organisation sexiste. Leurs idées sont également LGBTIA+phobes. Un des membres de leur bureau national a pour insulte préférée et dernier argument : « moi au moins je

suce pas des bites ». De plus, lorsqu'un des militants toulousains a demandé à l'UNI d'arrêter de le mégenrer, iels lui ont répondu qu'iels « connaissaient la biologie ». Les nombreuses attaques LGBTIA+phobes, sexistes, racistes, antisémites montrent la non-évolution idéologique depuis leurs ancêtres des années 1930.

L'UNI est également une organisation raciste et antisémite. Un jeu de cartes antisémite a été trouvé chez l'UNI Strasbourg comme l'a révélé le collectif Golem. Lors de soirées déguisées où ils se « déguisent » en juif ou en imam. Dans une de leurs vidéos, on peut voir des militants se moquer d'un « pak-pak » sur une musique de Bollywood. L'UNI partage également souvent des contacts avec Génération Z ou l'Action française. Ce qui montre le caractère antisémite et raciste de l'organisation. Lors des deux dernières semaines des saluts nazis ont été révélés ou filmés dans différentes villes (Toulouse, Strasbourg, Caen...). Ces signes montrent également les idées nauséabondes de l'organisation qui n'hésite pas à utiliser des méthodes plus violentes.

L'UNI montre la volonté de construire une université raciste, sexiste et élitiste. Raciste car iels s'opposent à la venue d'étrangers dans les universités, que ce soit à travers leur participation à des « ratonnades » ou à travers leur soutien à la plateforme mal nommée *Bienvenue en France*. Cette plateforme vise à faire payer plus de 3 200 euros de l'année de master aux étudiants « extra européens », fermant l'université aux publics internationaux les plus précaires. Sexiste car iels s'opposent à la mise en place de congés menstruels qui permettraient aux personnes menstruées de ne pas aller en cours lors de menstruations douloureuses, sans avoir à fournir de justificatif d'absence. Être contre cette mesure permet d'exclure les personnes concernées qui doivent alors aller en cours avec une douleur intenable ou perdre un de

leurs rares *jokers* (qui autorise l'absence en cours sans perdre le droit de passer l'examen), et contribue à une hétéronormativité sexiste, élaborée pour faire de l'homme cis-het valide une référence unique qui masque la diversité des expériences vécues. De plus l'UNI veut une université « d'élite » ce qui signifie selon elle d'épurer les personnes qui accèdent à l'université en augmentant la sélection. Cette sélection touchera en premier lieu les enfants de personnes possédant un capital culturel moins important, dont les parents n'ont pas forcément pu les aider dans leurs études à cause de l'exploitation perpétuelle à laquelle iels sont soumis par leurs patrons. L'UNI est également opposé au repas CROUS à 1 euro. Cette mesure a pour but d'empêcher les enfants de prolétaires d'accéder à l'université en augmentant les coûts d'accès à l'université et en précarisant davantage les étudiant-es.

### CONTINUER LA LUTTE : TRANSFORMER LA RÉSISTANCE EN MOUVEMENT

L'opposition à l'UNI dans notre camp est unanime : l'intersyndicale a réaffirmé son soutien aux étudiant-es organisé-es et aux antifascistes. Cette convergence en est encore à ses débuts : le mouvement syndical des personnels de l'ESR était assez peu fourni et s'il y a une dynamique de syndicalisation à la CGT, tout reste à construire dans une université fragilisée par la précarisation de ses personnels, l'absence de prise en charge des risques psycho-sociaux et les projets de regroupements universitaires. Le mouvement étudiant reste polarisé par l'hégémonie de Révolution permanente et du Poing levé, dont l'objectif premier est l'auto-construction. Sur l'université, les militant-es du NPA s'efforcent donc de construire une résistance plus active, notamment en réfléchissant aux moyens d'une convergence avec les victoires remportées par les étudiant-es mobilisé-es à Sciences-Po sur les budgets. Les images de l'UNI forcée de battre en retraite manifeste la capacité dont nous disposons pour riposter face à un projet politique opposé au nôtre, soutenu aussi bien par les pouvoirs en place que par les médias. Elle doit nous encourager à prendre confiance en nos capacités et à orienter nos actions. □



# FSU : un congrès à la croisée des chemins

MILO TANNOS

*Le congrès de la FSU s'est tenu à Rennes du 3 au 7 février dernier. Retour sur les enseignements du congrès d'une des grandes fédérations de la Fonction Publique au moment où le syndicalisme doit se réinventer face au danger de l'extrême droite et du libéralisme autoritaire.*

Le processus, tout comme le temps même, d'un congrès de la FSU est assez unique dans le paysage syndical français. Il trouve son origine dans l'histoire de cette fédération qui a à peine plus de 30 ans.

## LA FSU : UN FONCTIONNEMENT À PART

Les textes, réunis en quatre thèmes, sont écrits par des équipes désignées au sein des syndicats nationaux, en respectant l'équilibre des tendances (Unité & Action, École émancipée, Émancipation, URIS, FU...) puis discutés et amendés dans des congrès départementaux. Une nouvelle mouture de chacun des thèmes, prenant en compte les différents amendements des sections départementales, est mise en discussion dans les commissions les premiers jours du congrès menant à de nouvelles séries d'amendements. Tout cela finit en plénière avec le vote d'ultimes amendements et de la version finale du texte. Si le processus est ainsi construit, c'est parce qu'il répond à une originalité constitutive des décisions au sein de la FSU (et certains de ses syndicats) : la synthèse.

Constatant qu'une construction bureaucratique des rapports majoritaires/minoritaires, mêlés aux rapports entre syndicats nationaux, avaient causé l'éclatement de la FEN, les fondateurs et fondatrices de la FSU ont pris le parti d'inscrire dans leur fonctionnement deux éléments pour ne pas reproduire les erreurs du passé. Tout d'abord des votes requièrent une majorité de 70 % pour être adoptés ce qui garantit globalement la recherche d'un consensus large. Mais surtout le processus de construction de ce qui est soumis au vote se fait dans un esprit,

appelé synthèse, qui amène à des accords larges et partagés. Les objectifs sont de permettre des discussions de fond sur ce qui clive ou ne fait pas complètement accord et de trouver les solutions pour dépasser ces désaccords en garantissant l'application des mandats votés dans une volonté de mise en action des équipes départementales. Ainsi les textes sont largement votés car toutes les composantes de la fédération, à l'exception de celles et ceux qui refusent cette méthode, participent au cheminement intellectuel permettant la prise en compte de tous les points de vue.

La FSU repose en outre sur un triptyque inédit : les syndicats nationaux (SNUipp, SNES, FSU Territoriale, SNESup...), les sections départementales et les tendances.

Lors du congrès les sections départementales ainsi que les syndicats nationaux envoient un nombre de délégués défini statutairement. Afin que la composition du congrès reflète le vote d'orientation entre les tendances, chaque délégation est « colorisée », c'est-à-dire que chaque congressiste est défini par son appartenance à telle ou telle tendance. Et si la composition des délégations des départements et des SN ne reflète pas le vote d'orientation des tendances, une chambre de compensation permet de rétablir l'équilibre.

Si ce fonctionnement peut paraître complexe et très normé, il est, dans la pratique, probablement le plus avancé en termes de démocratie interne des syndicats de transformation sociale. Il permet un vrai débat d'orientation, dans un cadre démocratique incarné par les tendances, au contraire de

débats d'orientation dont les enjeux sont parfois troubles pour les congressistes et se règlent à d'autres endroits entre personnes « autorisées ». Les tendances n'étant pas une garantie en soi, le fonctionnement en synthèse et le vote à 70 %, complètent cette volonté démocratique en dépassant les blocages tout en empêchant le piège d'un veto comme cela peut exister ailleurs. Si tout n'est pas parfait et largement améliorable, que par ailleurs des tentations de mettre à mal ce fonctionnement existent, il a néanmoins prouvé une certaine efficacité pour faire vivre le débat et permettre aux orientations minoritaires, plus combatives, d'être prises en compte.

Un des enjeux de la réunification syndicale dont il a beaucoup été question durant cette semaine de congrès se situera aussi sur cet aspect : garantir à ce nouvel outil à construire un fonctionnement le plus démocratique possible quelles que soient les pratiques antérieures. Il faudra, pour les militant-es révolutionnaires, tirer des bilans communs issus de nos différentes appartenances et tenter au maximum de peser sur cet aspect fondamental des choses.

## UN RENFORCEMENT POSITIF DES MANDATS ET DES PRATIQUES

Le cœur d'un congrès reste les textes qui y sont votés. Ces derniers sont découpés entre 4 thèmes. Le thème 1 s'occupe des questions éducatives, dans une fédération où plus de 70 % des syndiqué-es sont professeur-es, mais aussi de formation ou de culture. Le thème 2 est lui tourné sur les services publics, ses personnels et les statuts. Le thème 3 traite quant à lui

des questions écologiques, internationales et sociales (la question des discriminations notamment mais aussi le féminisme avec un zoom spécifique). Enfin le thème 4 est celui qui traite du fonctionnement fédéral mais aussi des questions de syndicalisme, notamment d'unité syndicale, comme de l'extrême droite (là aussi avec un zoom spécifique).

Sur chacun des thèmes, des avancées notables ont pu être obtenues.

Sur les questions éducatives, l'analyse du rapport entre parcours scolaires et inégalités est renforcée. Si la revendication d'un lycée polytechnique n'est pas encore majoritaire, la reconnaissance de la hiérarchie scolaire dans la reproduction des inégalités a été posée. Et s'il y a une difficulté de passer au-delà de syndicats nationaux qui défendent leurs spécificités, comme l'enseignement professionnel, la question d'une refondation du lycée a été portée. C'est la même logique de défense de corps qui a prévalu sur les classes préparatoires, outils de démocratisation pour certain-es. Un réflexe corporatiste, qu'aucune étude sérieuse ne corrobore, mis à mal par de nombreuses interventions, réclamant non pas l'élargissement des filières sélectives de ce type mais des moyens pour tout le supérieur et sans sélection.

Sur les services publics, la question de la nationalisation du privé, mandat rejeté par le SNES notamment, est désormais posée au travers d'un mandat d'étude. A minima, l'exigence d'arrêt du financement immédiat a été inscrite. D'autres éléments ont pu être renforcés comme la consolidation des augmentations salariales via le point d'indice et non des pourcentages. Le thème 3 a permis d'avancer sur l'engagement de la fédération dans les débats sur la sécurité sociale alimentaire. Le travail en commission a levé certaines incompréhensions, liées notamment à un contexte particulier autour de la Sécurité sociale (et les négociations autour de la protection sociale complémentaire) rendant possible la participation de la FSU au travail collectif. Du point de vue du vocabulaire, des progrès notables ont pu être réalisés en avalisant l'utilisation des mots issus des recherches en sciences sociales et faisant figurer le mot génocide en ce qui

concerne la situation en Palestine. Et le droit de vote des étranger-es à toutes les élections a enfin pu être inscrit dans les mandats.

Le thème 4 était, au vu de la période, au centre de beaucoup d'attentions. Entre un zoom extrême droite, la question de la maison commune et celle du rapport au politique, ce thème revêtait une importance particulière. Si sur l'extrême droite il a été assez facile d'arriver à une analyse partagée, intégrant la question du racisme qui ne figurait pas dans l'écriture initiale, le cheminement complexe autour de la question sensible de la réunification syndicale a été plus laborieux.

L'autre point positif de ce congrès est sans aucun doute un renforcement notable des pratiques démocratiques internes. La synthèse entre syndicats nationaux et entre tendances est restée l'aiguillon des commissions comme des plénières.

Mais c'est aussi la place des délégations des sections départementales et les pratiques à l'interne de ces dernières qui prouvent un dynamisme démocratique qu'il faut poursuivre. Réussissant à repousser les tentations du fait majoritaire à différents échelons, la FSU continue de construire un capital démocratique qui devra forcément trouver une traduction dans le futur outil syndical de luttes et de transformation à construire.

#### **DES FAIBLESSES ET OBSTACLES À LEVER**

Derrière un panorama positif, le congrès FSU n'est pas sans critique. Il a fallu affronter un certain nombre de blocages dont certains demeurent importants.

Ainsi, si la synthèse a permis le dépassement des désaccords, les tentatives et tentations futures de réaffirmer le fait majoritaire sans synthèse comme mode de fonctionnement existe réellement. Ce fonctionnement où les minoritaires ne peuvent participer aux décisions quotidiennes d'orientation et la mise en action du syndicat est le fonctionnement de certains syndicats nationaux de la fédération à commencer le plus gros d'entre eux, le SNES. Un fonctionnement vertical à rebours des évolutions récentes du mouvement social en général mais qui permet de maintenir des rapports de pouvoir qui ne répondent pas aux enjeux de la période.

Répondre aux enjeux de la période aurait justement aussi nécessité plus de volontarisme aussi bien dans la construction d'un nouvel outil syndical que dans le rapport au politique. S'il ne s'agit pas d'évacuer les questions complexes qui se posent, particulièrement dans des syndicats où les histoires, y compris récentes, rendent cela très complexe, les petits pas du congrès de Rennes peuvent sembler manquer d'ambition. Et si l'enthousiasme de la CGT et de Solidaires ne sautent pas non plus forcément aux yeux, le volontarisme, lié à l'analyse de la situation, ne surgit pas non plus des mandats adoptés à Rennes. Quant à la construction d'un nécessaire front social et politique sur une base revendicative minimale, il n'est malheureusement qu'à peine esquissé.

Tout ceci, et c'est une critique forte qui, quelques semaines après se vérifie, aurait pu se décanter dans un texte action de fin de congrès se donnant les moyens de la confrontation avec le pouvoir en place. Il n'en a rien été, le texte de clôture de congrès n'ayant pas posé les bases d'un plan d'action même a minima. Alors que la « crise », qui s'est amplifiée depuis, devrait pousser à une activité plus forte, notamment autour de la redistribution des richesses, il n'a pas été question d'accélération à tous les niveaux.

Un écueil qui, malgré la pression combative de certaines sections, syndicats nationaux et tendances minoritaires, n'a pu être levé. Cette frilosité dans une sorte de *business as usual*, s'explique en partie par la difficulté réelle de la période. Mais elle ne répond pas au rôle que le syndicalisme de lutte et de transformation sociale devrait jouer dans la période laissant les mains trop libres au capitalisme et ses exécutant-es.

C'est pourtant dans l'action conjointe que les questions d'unification et de rapport au politique avancent comme le montrent aussi bien les luttes féministes que la mobilisation contre la réforme des retraites. Des mobilisations qui font reculer l'extrême droite et permettent d'imaginer des futurs désirables.

Il appartient donc aux révolutionnaires et à toutes celles et ceux qui partagent l'idée de l'impasse capitaliste de poursuivre ce chemin unitaire et tourné vers la mise en action. □

# Trump : l'économie au service de la politique impériale

HENRI WILNO

*Révision en baisse des prévisions de croissance, inflation, soubresauts de Wall Street, incertitudes sur le commerce extérieur... Cela n'ébranle pas les certitudes de Trump qui affirme que ce n'est qu'un mauvais moment à passer avant que ne chantent les lendemains de la grande Amérique. La rédaction de cet article a été terminée le 28 mars ; il n'intègre donc ni les plus récentes décisions douanières de Donald Trump, ni les réactions des marchés financiers et des « partenaires commerciaux » des États-Unis.*

**A**près la vague d'optimisme qui l'avait submergée en début d'année, la Bourse a dévissé le 10 mars sans que cela paraisse inquiéter Trump et son administration : « les corrections sont saines et normales » a déclaré le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, qui vient pourtant de la sphère financière. Elle s'est un peu reprise depuis mais l'incertitude demeure. Quant à la Réserve fédérale (banque centrale), mercredi 19 mars, elle a revu sa prévision de croissance à la baisse pour 2025, à 1,7 % (contre 2,1 % lors de ses prévisions de décembre 2024) et table désormais sur une hausse de l'inflation de 2,7 % cette année. Les allers-retours de Trump sur la mise en place des droits de douane créent de l'incertitude car les entreprises américaines, notamment les plus grandes, dépendent souvent d'importations de composants extérieurs. Par ailleurs, la consommation des ménages ralentit : elle dépend, pour les moins aisés, de l'inflation et des craintes pour leurs emplois et, pour les revenus plus élevés, du cours de la Bourse. En fait, il existe un fossé énorme parmi les Américains : les 10 % des plus aisés, plus souvent possesseurs de titres boursiers, représentent aujourd'hui 49,7 % des dépenses de consommation contre 36 % il y a dix ans. « De septembre 2023 à septembre 2024, ces foyers ont augmenté leurs dépenses de 12 % tandis que celles

des ménages des classes ouvrière et moyenne ont diminué. »<sup>1</sup> Les aléas de la Bourse américaine largement commentés par la presse, touchent moins les bas revenus, nombreux parmi les électeurs républicains. Selon certains commentateurs, « cela peut contribuer à expliquer la décontraction de l'administration Trump à l'égard des sautes d'humeur de Wall Street ».<sup>2</sup>

## LA POLITIQUE AU POSTE DE COMMANDE

Trump, pour sa part, met la politique au poste de commande. Pour reprendre une formule de De Gaulle en 1966, pour lui aussi « la politique ne se fait pas à la corbeille »<sup>3</sup> ou, du moins, semble pour le moment ne pas se faire car il peut être amené à transiger et il est plus directement connecté à la finance que ne l'était De Gaulle en son temps. Le lundi 9 mars, sur la chaîne de télévision Fox News, Donald Trump a refusé d'exclure la possibilité d'une récession aux États-Unis. « Je déteste prédire ce genre de choses [...] Il y a une période de transition, car ce que nous faisons est très important. Nous ramenons la richesse en Amérique. C'est une grande chose. Et il y a toujours des périodes où cela prend un peu de temps. »

En matière douanière, la politique de Trump, tout aussi désordonnée qu'elle soit, « s'inscrit dans une logique mercantiliste, où la puissance d'un État est définie par sa capacité à accroître ses

exportations et à imposer ses règles aux autres pays [...] La puissance économique ne doit pas émaner des principes du libre-échange mais de la capacité des États-Unis à imposer leurs normes au reste du monde, par une utilisation constante des rapports de force et une symbiose entre l'appareil d'État et la stratégie des grandes entreprises ».<sup>4</sup>

Le mercantilisme de Trump comporte aussi un volet monétaire qui se compose de deux éléments : maintenir et même renforcer le dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, et, de façon plus nébuleuse, développer le rôle des cryptomonnaies, notamment d'une variante qui pourrait être adossée au dollar.

Trump cherche en effet à déprécier le dollar par rapport aux autres devises pour stimuler les exportations des États-Unis. Il continue pour cela à exercer des pressions sur la Réserve fédérale pour des taux d'intérêt bas, car une hausse des taux tendrait à renforcer la valeur du dollar. Cependant, un dollar affaibli est moins attractif pour les banques centrales étrangères, ce qui pourrait menacer son statut de monnaie de réserve. L'administration Trump a ainsi envisagé une riposte à cette possible contradiction en menaçant les pays qui réduiraient leurs



réserve en dollars de droit de douane jusqu'à 100 %, en premier lieu les BRICS<sup>5</sup>. C'est donc dans une logique de guerre commerciale et économique que s'engage Trump, une guerre dont il reconnaît qu'elle peut poser quelques problèmes immédiats mais qui est destinée à défendre les intérêts du capitalisme et de l'impérialisme américains. En matière fiscale, l'impôt minimum mondial de 15 % sur les profits des multinationales qui avait nécessité des années de négociations est d'ores et déjà torpillé. C'était pourtant une faible réforme fiscale que Joe Biden avait trainé des pieds avant d'accepter. La première présidence de Trump avait été marquée par des dispositions importantes en faveur des grandes entreprises et des hauts revenus. Gageons que cela va se poursuivre en dépit d'un déficit budgétaire qui a atteint 6,3 % du PIB pour l'année fiscale 2023 et que Trump affirme compenser par les recettes issues du rehaussement des droits de douane. Ces déductions fiscales (et celles instaurées auparavant) avaient permis de rehausser le taux de profit après impôt ainsi que le montre la figure 1.

### TRUMP ET LE CAPITAL AMÉRICAIN

Lors de la première présidence de Donald Trump, certain-es observateurs spéculaient régulièrement sur la volonté du « *grand capital* » de se débarrasser de Trump par le biais par exemple d'un *impeachment* parlementaire. D'importants dirigeants économiques se sont effectivement hérissés de divers épisodes. Mais rien n'a jamais abouti. En 2018, Daniel Tanuro soulignait la vacuité de ces raisonnements et écrivait

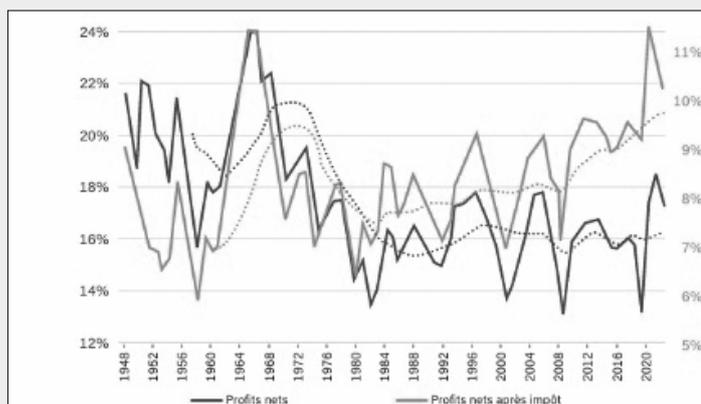
à propos de l'attitude des divers secteurs de la bourgeoisie américaine face à Trump : « *certaines secteurs soutiennent sa politique avec enthousiasme, d'autres misent sur elle — ou la contestent pour une raison déterminée* ». Il ajoutait que les grands groupes transnationaux peuvent exprimer des réserves sur tel ou tel aspect mais « *ces Messieurs-Dames sont unanimes à se réjouir de l'action trumpiste en matière de dérégulation de l'économie* »<sup>6</sup>. En matière de dérégulation, Trump est reparti sur les mêmes bases. Le DOGE (*Department of Government Efficiency* — département de l'efficacité gouvernementale) d'Elon Musk est chargé de sabrer dans les dépenses publiques et l'administration fédérale (objectif affirmé : réduction annuelle des effectifs de 5 %, soit 150 000 personnes). Il y a ainsi eu, dans les services chargés de la réponse aux épidémies, 25 000 suppressions d'emplois pour 82 000 salarié-es. Certains organismes étaient depuis longtemps dans le collimateur du patronat. C'est le cas du *National Labor Relations Board* (NLRB — Bureau national des relations du travail), créé en 1935 et chargé de veiller (avec plus ou moins d'énergie) au respect d'un droit syndical limité. Il est désormais paralysé. Le DOGE a aussi démantelé le *Consumer Financial Protection Bureau* (CFPB), l'organisme de protection bancaire et financière des particuliers, établi en 2011 à la suite de la crise financière de 2008. Le CFPB s'occupe aussi bien des petits remboursements de consommateurs arnaqués que de fraude à grande échelle. Ces deux organismes s'étaient notamment intéressés aux pratiques d'entreprises de la Silicon Valley, en particulier contrôlées par Elon Musk. Quant au responsable de la supervision du secteur bancaire, il a choisi de démissionner face aux pressions des

banques qui pensent obtenir de Donald Trump un assouplissement des règles (dites Bâle III) devant entrer en vigueur pour encadrer leur activité. De façon générale, plus de secteurs patronaux ont soutenu de façon plus ou moins visible

Trump en 2024 que lors de ses précédentes campagnes électorales. Les dons récoltés en témoignent. Les secteurs extractivistes, minier et pétrolier, figurent au premier rang des soutiens de Trump. Lors de son investiture, le nouveau président des États-Unis Donald Trump a annoncé un « *état d'urgence énergétique* ». Il a immédiatement signé des décrets abrogeant le blocage de nouveaux forages, notamment dans les océans Atlantique et Pacifique. Il a aussi levé l'interdiction des forages pétroliers sur quelque 6,5 millions d'hectares dans l'Arctique, et le projet d'accroître l'exploitation du pétrole et du gaz en Alaska a été annoncé par le ministre de l'intérieur chargé de la gestion des terres fédérales, jeudi 20 mars, incluant un programme qui menacerait l'Arctic National Wildlife Refuge, une aire protégée de plus de 630 000 hectares.

Parmi les plus gros contributeurs à la campagne du candidat républicain, on retrouve aussi l'aéronautique, l'automobile et l'industrie du tabac. D'importants dirigeants du secteur financier ont manifesté un soutien ou au moins une non-hostilité à Trump comme, dès janvier 2024, le PDG de *JP Morgan* Jamie Dimon. Plusieurs entreprises qui avaient annoncé suspendre leurs financements au parti Républicain après les attaques du Capitole en janvier 2021, dont le constructeur automobile Ford ou le géant des télécoms AT&T, ont changé leur fusil d'épaule, en versant plusieurs centaines de milliers de dollars pour financer l'investiture de Donald Trump.

Pour ce qui est du secteur de la tech qui était présenté comme une grande oasis de libéralisme (c'est-à-dire plus ou moins de gauche dans le contexte américain), le retournement semble manifeste, du moins pour un certain nombre de dirigeants importants du secteur. Mais, comme le souligne le sociologue Olivier Alexandre, « *les passerelles entre la Silicon Valley et le pouvoir politique fédéral sont anciennes. [...] Depuis plus de cent ans, la Silicon Valley est au cœur de ce que l'on a longtemps appelé le « complexe militaro-industriel* »<sup>7</sup>. Selon les époques et les entreprises, le penchant a été plutôt républicain et démocrate et a correspondu à des soutiens financiers à chacun des deux partis. Depuis les années 1990 et l'élection de Bill Clinton, il y avait eu un basculement du côté démocrate avec



Source : Bureau of Economic Analysis.

Fig. 1. Taux de profit des sociétés non-financières

une vision commune de la « modernité » correspondant aux intérêts de développement des entreprises. Mais, sous Biden, des projets de réglementation de l'intelligence artificielle et des cryptomonnaies ont été initiés, la taxation des plus-values latentes a aussi été évoquée, si bien qu'un basculement a été amorcé dans ce secteur du capital vers des républicains « trumpisés » et, explique Olivier Alexandre, a renforcé un petit groupe de réactionnaires constitué dès les années 1990 autour de Peter Thiel (un milliardaire cofondateur de Paypal et de la société Palantir, spécialisée dans l'analyse de données et très active dans le domaine de la défense et du renseignement). S'y sont agrégés des investisseurs dans le secteur des cryptomonnaies. Le cercle s'est ensuite élargi. S'interrogeant sur le ralliement à Trump de personnalités plus connues de la Silicon Valley, un co-fondateur de Facebook aujourd'hui retiré du secteur a écrit que ce n'est pas seulement une question de profit car ces entreprises ont été toujours mues par le profit mais que s'y ajoute désormais une autre dimension : ils veulent pouvoir agir à leur guise en échappant à toute réglementation : « *en pratique, il est aussi le bouclier dont ils ont besoin pour échapper à leurs responsabilités. M. Trump peut menacer les normes démocratiques et diffuser de la désinformation. Il pourrait même déclencher une récession, mais il ne remettra pas en question leur capacité à construire la technologie qu'ils aiment, quel qu'en soit le coût social. Ces dirigeants parient qu'ils peuvent influencer M. Trump vers leurs idées grâce à leur soutien public et financier, et ils ont peut-être raison. Autrefois critique de la cryptomonnaie, il s'est opposé à la réglementation après que les dirigeants de la crypto ont fait un don à sa campagne...* ».<sup>8</sup>

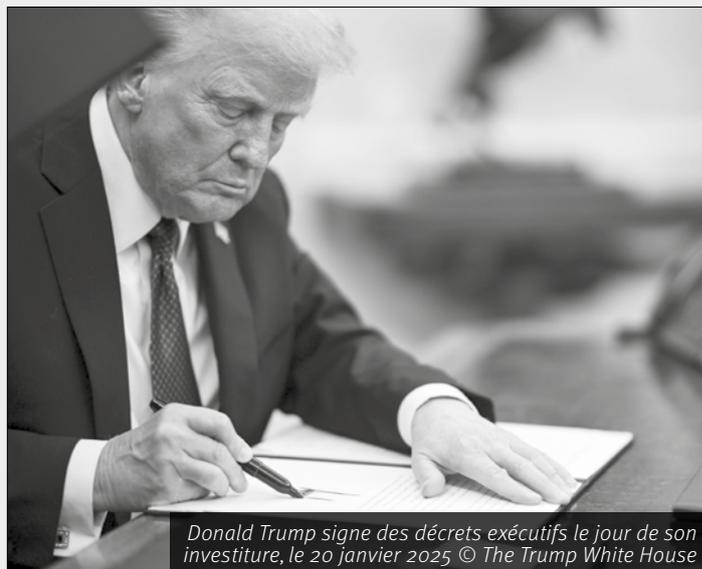
Pour sa part, Elon Musk, qui n'a pas toujours été un farouche républicain, se dit aujourd'hui proche du courant libertarien. Certes, il dit défendre la « liberté », condamne l'inefficacité de l'État, mais cela ne l'a pas empêché de bénéficier de nombreuses reprises d'argent public et de collaborer avec des agences gouvernementales. Entre convaincus et opportunistes le basculement de stars du secteur s'est opéré — y compris certains dirigeants qui ont été dans le passé en conflit ouvert avec Donald Trump et l'avaient exclu de leurs réseaux sociaux, à commencer

par Mark Zuckerberg, le patron de Meta, qui possède Facebook, Instagram, WhatsApp, etc. Les géants du Net comptent aussi sur une politique qui leur sera favorable pour faire face aux aléas du développement et du déploiement de l'intelligence artificielle, pour bloquer les réglementations plus ou moins contraignantes (notamment dans l'Union européenne) et pour freiner l'expansion de leurs concurrents chinois. Sur le plan interne, ils ne veulent pas laisser Elon Musk profiter de sa proximité avec Trump pour valoriser ses propres entreprises et affaiblir ses concurrents.

#### FACE À LA CHINE

Un des ressorts du développement du trumpisme chez les entrepreneurs et les politiques américains est sans nul doute la montée de la Chine qui est la seule puissance en état de contester le leadership américain sur les plans à la fois technologique, économique et, à terme, militaire

D'après Benjamin Bürbaumer, dans son ouvrage paru en 2024 à la Découverte, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, dans un premier temps de l'intégration de la Chine au marché mondial, à la fin du siècle dernier, l'interdépendance entre Chine et États-Unis apparaissait relativement solide pour le plus grand bien du capitalisme, les revenus des exportations de la Chine contribuant à financer la dette américaine. Or ce temps est révolu et la Chine apparaît comme une concurrente. Dans un discours d'avril 2023, la secrétaire américaine au Trésor avait été claire : face à la Chine, il est essentiel de préserver « *le leadership économique des États-Unis* ». D'après un document émis par la présidence étatsunienne, que cite Benjamin Bürbaumer, le défi posé par la Chine diffère de celui que pose la Russie, et « *[la république populaire de Chine] est le seul concurrent qui a à la fois*



Donald Trump signe des décrets exécutifs le jour de son investiture, le 20 janvier 2025 © The Trump White House

*l'intention de remodeler l'ordre international et, de plus en plus, la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique pour le faire ».*

Les États-Unis sous Trump comme sous Biden se sont efforcés de préserver leurs atouts géopolitiques et technologiques qui restent très importants. Joe Biden n'a pas remis en cause les mesures douanières protectionnistes instaurées par son prédécesseur (et désormais successeur). Sa politique industrielle impulsée à coup d'aides étatiques massives traduisait aussi cette volonté. Les autorités américaines ont souhaité aussi restreindre certains investissements ou exportations étatsuniennes en Chine susceptibles d'aider au progrès technologique de ce pays, notamment dans les semi-conducteurs. Tout cela, avec des modalités peut-être en partie différentes, va être un des fils directeurs du deuxième mandat de Trump.

#### LES FAILLES

Mais le « bloc trumpiste » n'est pas sans failles, et elles sont de plusieurs ordres. D'abord, les défenseurs d'une politique migratoire « tolérance zéro » ne cessent de rappeler l'un des principaux engagements de Donald Trump : bloquer l'immigration. Par contre, les milliardaires de la tech, Elon Musk en tête, défendent l'immigration des « qualifié-es » (85 000 visas H-1B par an) auxquels leurs entreprises ont largement recours. Une controverse violente a éclaté sur ce sujet fin 2024 et Trump, qui a changé

plusieurs fois de position sur ce sujet, a tranché en faveur de Musk et de ses collègues. Mais ces PDG n'appellent pas à pratiquer une politique d'accueil généreuse : leur « ouverture » ne concerne que les très qualifié-e-s ou les fortuné-e-s. Fin février, Trump a d'ailleurs proposé la mise en place d'un nouveau visa, une « golden card » : pour l'obtenir, il faudra déboursier 5 millions de dollars. À cette occasion, Trump a précisé que les oligarques russes pourront être éligibles.

Autre faille : celle qui sépare les perspectives radieuses de Trump et la réalité des affaires aujourd'hui. Sous des prétextes divers et avec des attermolements qui créent des incertitudes pour les entreprises, le nouveau président a déjà imposé des droits supplémentaires sur tous les produits chinois entrant aux États-Unis et 25 points additionnels sur les importations d'acier et l'aluminium depuis le monde entier. Les produits canadiens et mexicains (sauf l'acier et l'aluminium) bénéficient pour leur part d'un sursis jusqu'au 2 avril. Mais fin mars Trump a annoncé, pour le 2 avril, une taxe additionnelle de 25 % sur toutes les importations d'automobiles avec des aménagements pour les importations en provenance du Canada et du Mexique. Les patrons de l'industrie avaient en effet renâclé et annoncé

des risques économiques et sociaux majeurs : les trois pays sont en effet liés par un accord de libre-échange et les processus de fabrication se sont adaptés en conséquence afin de maximiser les profits. Même Tesla (contrôlée par Musk) a exprimé des craintes sur les droits de douane. Après ces annonces de Trump, les actions des grands constructeurs ont dégringolé en Bourse.

Enfin, les attaques effrénées contre les dispositifs sociaux peuvent ébranler une partie de la base populaire trumpiste ou remobiliser les abstentionnistes des présidentielles si une récession se déclenche et surtout si ne se concrétisent pas les promesses de réduction de l'inflation et de « bons » emplois. On sait que le protectionnisme peut parfaitement coexister avec le libéralisme le plus effréné à l'intérieur d'un pays. C'est justement la politique de Trump et Musk de destruction de ce qui pouvait exister d'« État social » aux États-Unis. L'avenir du bloc trumpiste n'est donc pas totalement joué et les élections à mi-mandat peuvent rebattre un peu les cartes en ébréchant la majorité républicaine au Sénat et à la Chambre des représentants.

Parmi les couches populaires, ceux qui ont pu croire que Trump allait leur redonner espoir n'auront guère de raisons de faire confiance aux néolibéraux démocrates dont le passif est très lourd<sup>9</sup>. Le communiqué du 26 mars dernier de l'UAW (le syndicat américain

de l'automobile qui avait mené la grève victorieuse de 2024) saluant les décisions de Trump sur l'automobile comme une « victoire des travailleurs... sur les désastres du libre-échange » (tout en réaffirmant ses revendications sociales) est sans doute une illustration des problèmes à venir pour construire un bloc d'opposition.<sup>10</sup> □

Le 28 mars 2025.

1) *Courrier international*, L'économie américaine n'a jamais autant reposé sur les dépenses des plus riches. Site : [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com), 24 février 2025.

2) *Rédaction l'écho*, Pourquoi Trump préfère son mur tarifaire à Wall Street. Site : [lecho.be](http://lecho.be), 25 mars 2025.

3) *La corbeille était un espace délimité par une balustrade à la Bourse de Paris*.

4) *Eric Monnet*, Cryptomercantilisme : la doctrine économique de Donald Trump. Site : [legrandcontinent.eu](http://legrandcontinent.eu), 18 mars 2025.

5) *Ismail Shakil*, Trump repeats tariffs threat to dissuade BRICS nations from replacing US dollar. *Reuters*, 31 janvier 2025.

6) *Daniel Tanuro*, Le moment Trump - Une nouvelle phase du capitalisme mondial. *Éd. Demopolis*, 2018. Pages 121-122.

7) *Olivier Alexandre* : « Elon Musk et le monde de la tech veulent réduire la sphère politique au profit de l'entreprise privée ». *Alternative économiques*, 11 janvier 2025.

8) *Chris Hughes*, Why Do People Like Elon Musk Love Donald Trump? It's Not Just About Money. *The New York Times*, 25 septembre 2024.

9) *Lire le dossier Trump au pouvoir*. *Inprecor* n° 729, février 2025.

10) *United Automobile, Aerospace and agricultural implement Workers of America*, In a Victory for Autoworkers, Auto Tariffs Mark the Beginning of the End of NAFTA and the "Free Trade" Disaster. Site : [uaw.org](http://uaw.org), 25 mars 2025.



Démolition contrôlée dans la zone de responsabilité du Commandement central des États-Unis, le 10 janvier 2025. © Air Force / defense.gov

# L'Europe prise au piège de l'axe Trump-Poutine

**BLOC DE GAUCHE\***

*Cette résolution du Conseil national du Bloc de Gauche portugais sur la politique internationale, approuvée le 23 mars 2025, voit « l'Europe prise au piège de l'axe Trump-Poutine » et soutient que « l'impérialisme américain reste le plus agressif et constitue une superpuissance avec laquelle d'autres puissances impérialistes cherchent à combiner l'existence de pôles mondiaux », un processus qui « avance, tantôt par le conflit, tantôt par la coopération entre puissances et par l'intégration capitaliste transnationale ». Pour le Bloc de Gauche, il existe divers impérialismes et « aucun d'entre eux n'aura un rôle progressiste car tous agissent selon les intérêts de leurs élites capitalistes ». Par conséquent, « reconnaître cette réalité est vital pour élaborer une proposition internationaliste capable d'offrir un avenir à l'humanité et de concevoir un ordre démocratique des peuples. »*

**N**ous publions intégralement la résolution approuvée le 23 mars par le Conseil national du Bloc de Gauche sur la situation européenne et internationale, marquée par le retour de l'extrême droite à la présidence des États-Unis d'Amérique. Cet article a été publié initialement par Europe solidaire sans frontière (ESSF), traduit par Adam Novak.

## 1. UNE SEULE LOI, CELLE DE LA FORCE

La seconde élection de Donald Trump à la Maison Blanche a déclenché des changements significatifs dans l'ordre mondial. La conscience du déclin ou de la dissolution de diverses institutions internationales issues des accords d'après-Seconde Guerre mondiale est rapidement devenue généralisée. Les Nations unies, fréquemment paralysées dans le passé par les vetos des États-Unis, de la Russie ou de la Chine au Conseil de sécurité, sont aujourd'hui ouvertement méprisées. Les États-Unis d'Amérique et leur bras israélien, ou la Fédération de Russie et son actuel bras nord-coréen, font des menaces répétées à l'existence même de l'ONU. Ce sont exactement les mêmes États responsables de violations continues des normes de la Charte qui interdisent

l'usage offensif de la force. Des agences comme l'Organisation mondiale de la Santé ou l'UNESCO sont sous le feu de l'extrême droite internationale. L'Organisation mondiale du commerce, enfoncée par de nouvelles protections douanières, est dans un coma induit par les États-Unis, sous protestation... de la Chine. Seul le Fonds monétaire international, extension organique de Washington, police du dollar comme monnaie standard et surveillant des économies endettées, est resté jusqu'à présent indemne, même s'il est déguisé en agence de l'ONU.

## 2. RETRAIT DE L'OTAN, ORPHELINAT EUROPÉEN

Les gouvernements et l'opinion publique d'Europe occidentale ont réagi avec stupeur à la collaboration entre Trump et Poutine. En relativement peu de temps, Trump a enterré l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, désengageant les États-Unis de toute action militaire en cas d'agression contre l'un de ses membres. Il est devenu évident que l'OTAN n'a jamais été une protection. Trump a choisi l'Arabie saoudite comme siège diplomatique de son partenariat avec Poutine : cet éternel vassal des États-Unis

croise également la route de la Russie au sein des BRICS, en plus de chercher à sauvegarder la production d'hydrocarbures et d'enterrer définitivement les accords de Paris. Au-delà du partage de l'Ukraine, la Maison Blanche et le Kremlin annoncent une sorte de traité de Tordesillas dans l'Arctique. Les élites européennes se sentent orphelines. Plus que la soi-disant régulation internationale (à la destruction de laquelle elles ont directement contribué il y a quelques mois, en ignorant les mandats contre Netanyahu émis par la CPI), elles regrettent l'ombre du parapluie nucléaire des États-Unis.

## 3. CHARTE DES NATIONS UNIES — LETTRE MORTE

Les élites européennes pleurent ce moment comme l'agonie d'un certain multilatéralisme, basé sur la promesse du droit international, la Charte des Nations unies et de nombreuses conventions multilatérales. Il est vrai que cet ordre a toujours été lié aux accords de Bretton Woods de 1945, liés au dollar et au FMI. Mais, en même temps, avec





toutes les limitations et le cynisme imposés par la Guerre froide, les Nations unies sont le fruit de négociations entre les alliés victorieux contre le nazi-fascisme. Parrainée par les États-Unis et l'Union soviétique (bien plus tard aussi par la Chine), la Charte des Nations unies aspire à être une « Constitution mondiale » démocratique et pacifique, englobant les droits humains et l'égalité des genres et ethnique, ainsi que l'égalité des États. Ces principes pour un ordre démocratique méritent toujours le soutien des peuples luttant pour leur autodétermination et leur affirmation démocratique.

#### 4. DE LA VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL À SON ABOLITION

La violation de la Charte par les puissances a diminué les Nations unies tout au long de son histoire, en tant que garante de ces principes démocratiques. La doctrine des « guerres préventives », sous prétexte de l'existence (réelle ou fictive) d'armes de destruction massive ou de supposées menaces sur leur sphère d'influence, a conduit les États-Unis, avec l'armée la plus puissante du monde, au record des violations de la Charte (Corée, Vietnam, Grenade, Yougoslavie, Libye, Syrie, Afghanistan...). L'invasion et la dévastation de l'Irak ont été l'apogée de cette barbarie, avec des conséquences à long terme. Cependant, rien n'a plus perturbé la scène internationale que l'extermination et la colonisation continues de la Palestine

par l'État d'Israël, sous la bénédiction permanente de la Maison Blanche. Sans négliger d'autres États envahisseurs ou occupants, la Russie (du « socialisme réel » et du capitalisme réel) vient juste après les États-Unis, avec les invasions de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de l'Afghanistan, de la Tchétchénie, de la Géorgie, de la Crimée et de l'Ukraine.

L'ordre impérialiste a subjugué les principes de l'ONU et les libéraux ne peuvent pas, face aux faits historiques, pleurer la fin d'un ordre de droit international qui n'a jamais existé. Cependant, cette observation ne permet pas la banalisation de la discrétion impériale assumée sous le mandat de Trump et avec son rapprochement avec Moscou.

#### 5. OTAN : INSTRUMENT DE DOMINATION NORD-AMÉRICAINE, TOUJOURS

La continuité de l'OTAN (même en « *mort cérébrale* », comme dit Macron) permet aux États-Unis de vendre des armes aux pays européens, de maintenir des bases sur le continent et de contrer la pénétration chinoise. Ces dernières semaines, il devient clair, même pour les classes et secteurs politiques qui le nient encore, qu'il s'agit d'une relation impérialiste sans contrepartie, d'un processus d'extorsion sur l'Union européenne et qui subordonne également des pays hors de l'UE (Grande-Bretagne, Norvège). Nous réitérons que l'OTAN n'a jamais été une alliance défensive mais un simple instrument de domination des États-Unis. Le Portugal devrait mettre fin à sa présence dans cette machine militariste, comme le Bloc l'a toujours préconisé.

#### 6. COURSE AUX ARMEMENTS : L'ORDRE DE TRUMP QUE L'EUROPE VEUT ACCOMPLIR

Dans la plupart des indicateurs d'équipement, la capacité militaire actuelle des États européens est plus que suffisante pour soutenir la défense territoriale de l'Ukraine ; dans les indicateurs restants, cette capacité prendrait plusieurs années à être atteinte. L'Ukraine est donc un simple prétexte pour une politique de promotion industrielle axée sur les armes comme réponse à la stagnation économique du capitalisme européen.

Harcelé par l'extrême droite, le bloc politique autour d'Ursula von der Leyen – des conservateurs aux verts européens – fait semblant de ne pas comprendre le piège de l'OTAN et fuit en avant sous le slogan du « réarmement » européen. L'accord allemand, entre conservateurs et verts, est particulièrement révélateur. Empêchés de faire 500 milliards d'euros de prêts pour l'armement de l'Allemagne en raison de la règle de la Constitution allemande qui limite la dette publique à un niveau très bas et sans avoir de majorité pour la changer, la CDU et le SPD ont eu recours aux Verts, dont la capitulation n'est guère surprenante, vu le militarisme intense manifesté dans le gouvernement précédent, où ils détenaient le portefeuille des affaires étrangères. Les conservateurs (au Portugal, PSD et CDS), les libéraux (IL), les sociaux-démocrates (PS) et les verts (Libre) constituent un vaste front en Europe pour la dérive militariste, rejoints par Chega, malgré l'opposition au plan de réarmement d'Orban et de l'extrême droite Patriots, au groupe desquels ils appartiennent. Le plan européen, conçu avant même l'élection de Donald Trump, veut des objectifs minimums de dépenses militaires des États membres, totalisant un paquet de 800 milliards d'euros d'investissement, une valeur proche de celle calculée pour financer la neutralité carbone de l'Union européenne. Ce plan d'armement est conçu comme soustrayant des fonds aux fonds de cohésion européens, mais l'essentiel du fardeau retombe sur les États membres, qui devraient s'endetter à cette fin, même s'ils dépassent les limites de déficit et de dette prévues dans les traités. Les dépenses militaires devraient atteindre 3% du produit intérieur brut, pour monter ensuite au référentiel de 5% du PIB, comme l'a



Donald Trump et Vladimir Poutine encadrent les discussions d'Ursula von der Leyen. © Bloco de Esquerda

ordonné Trump. En fait, la plus grande escalade des dépenses militaires sera celle de l'Allemagne, qui vise à être une puissance nucléaire à court terme, tout en adaptant sa force effective aux guerres conventionnelles. La France aura également une forte impulsion. Pour financer ces objectifs, Merz et Macron ont déjà averti que des coupes dans l'État social seront nécessaires.

## 7. LA VULNÉRABILITÉ EUROPÉENNE N'EST PAS DANS L'ARMEMENT

Les pays européens membres de l'OTAN, dans leur ensemble, additionnent déjà une dépense militaire 3,5 fois supérieure à celle de la Russie et qui n'est dépassée que par les États-Unis d'Amérique. Comme la guerre en Ukraine, la pandémie de Covid-19 et les épisodes successifs d'ingérence électorale externe l'ont prouvé, la vulnérabilité européenne n'est pas dans l'armement mais dans l'énorme dépendance vis-à-vis des tiers dans les secteurs stratégiques.

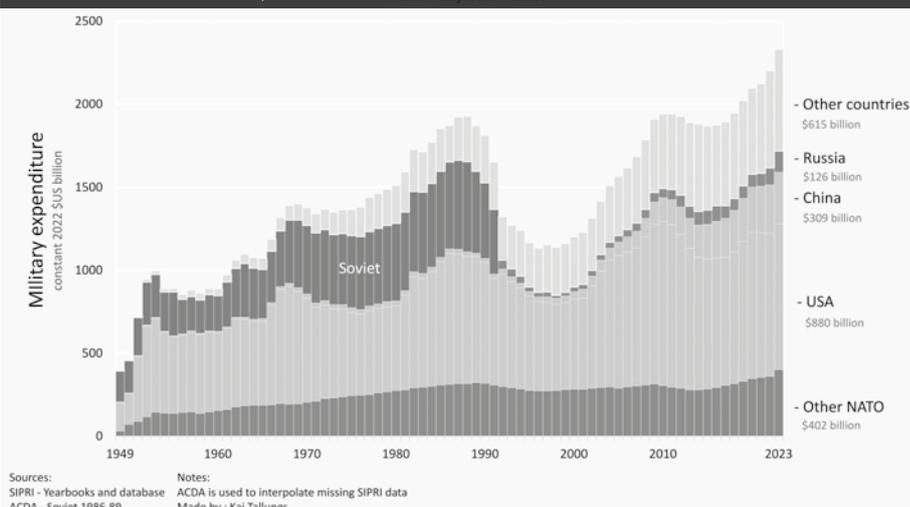
Lors de l'invasion de l'Ukraine, la dépendance au gaz russe a retardé et discrédité les sanctions capables de dissuader la guerre. La rupture des chaînes d'approvisionnement pendant la pandémie a révélé les dangers de la dépendance dans des domaines comme la médecine (la grande majorité des substances actives dans les médicaments européens sont produites en Inde et en Chine). Aux épisodes d'ingérence russe et chinoise durant les périodes électorales et à leur soutien à l'extrême droite dans divers États membres via les plateformes Telegram et Tik Tok, s'est maintenant ajoutée l'ingérence explicite de membres éminents du gouvernement américain, comme le vice-président Vance et Elon Musk, ce dernier également propriétaire du réseau social X, tous deux présents en fin de campagne de l'AfD allemande.

Les grands investissements dont l'Union européenne a besoin sont dans son autonomie énergétique et numérique, dans l'alimentation et les médicaments. Reculer dans la transition numérique et désinvestir dans l'innovation et la cohésion est un risque pour la sécurité de l'Europe.

## 8. L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

Entre 2021 et 2024, les dépenses de défense dans l'UE ont augmenté de plus de 30 %. Les dépenses de défense sans l'OTAN étaient de 326 milliards d'euros, selon le Conseil européen (certains think tanks mentionnent 440 milliards).

Budget de défense de l'OTAN, États-Unis, Chine, URSS, Russie et autres en milliards de dollars constants de 2021. © Wikipedia commons



Quelques jours après l'invasion de l'Ukraine, la présidente de la Commission européenne a déclaré que l'Europe avait avancé davantage en termes de sécurité et de défense en six jours que durant les deux dernières décennies : une augmentation sans précédent des dépenses militaires européennes, avec de l'argent provenant directement du budget communautaire.

En 2023, les États membres de l'UE ont délivré 33 700 licences pour les exportations d'armes, représentant le quart des exportations mondiales. La France seule a augmenté de 47 % ses exportations et est devenue le deuxième plus grand exportateur au monde, dépassant la Russie.

Ces dernières années, l'UE a lancé plusieurs projets de défense :

- Programme européen de développement industriel de la défense (EDIDP).
- Action préparatoire sur la recherche en défense (PADR).
- Fonds européen de défense (EDF).
- Loi européenne de renforcement de l'industrie de défense par l'achat commun (EDIRPH).
- Action de soutien à la production de munitions (ASAP).
- Stratégie européenne de l'industrie de défense (EDIS).
- Programme européen de l'industrie de défense (EDIP).

Le Fonds européen de soutien à la paix lui-même, qui est en dehors du budget européen, a été utilisé pour acheter des armes pour des pays en guerre (Ukraine, Rwanda, Niger).

Une étude de 2025 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) indique que deux

tiers des armes achetées par les pays européens proviennent maintenant des États-Unis. Les armes importées des États-Unis ont plus que doublé entre 2020 et 2024. Malgré les appels à réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis et à renforcer l'industrie européenne, les pays européens se sont précipités pour acheter de l'armement nord-américain. Pour la première fois en deux décennies, les armes nord-américaines ont afflué davantage vers l'UE que vers le Moyen-Orient. Tout cela dans la période où l'UE a investi sans précédent et a le plus appelé au renforcement des capacités européennes.

Dans la semaine suivant l'annonce de Von Der Leyen, les sociétés multinationales de guerre ont vu leur capitalisation boursière augmenter de 35 milliards d'euros. Il est clair qui bénéficie de cette remilitarisation.

Il y a des bases militaires nord-américaines sur tout le territoire européen. Il y a des ogives nucléaires nord-américaines sur le territoire européen. Mais à ce sujet, pas un mot sur « l'autonomie européenne ». Au contraire : le président polonais Andrzej Duda a fait appel à Trump pour transférer les ogives nucléaires nord-américaines installées en Europe occidentale vers la Pologne et l'Europe de l'Est. Ce qui est sur la table, c'est un nouveau modèle d'intégration européenne qui combine le constitutionnalisme du marché avec une identité politique basée sur la force militaire.



### 9. COOPÉRATION NON-ALIGNÉE

Le Bloc de Gauche s'oppose à l'augmentation des dépenses d'armement et à la dérive militariste que cela préfigure. Le Bloc de Gauche préconise des politiques de coopération volontaire entre États européens démocratiques à des fins de sécurité et de défense. Cette vision nous éloigne de la perspective de toute armée européenne, que les élites elles-mêmes rejettent, tel est le risque qu'impliquerait la simple installation d'un commandement militaire qu'aucune démocratie ne contrôle, ou dans lequel prédominent des gouvernements qui peuvent être dirigés par l'extrême droite dans un avenir proche.

### 10. OCCIDENT EN TURBULENCE ET GÉOMÉTRIES VARIABLES

La géométrie des alliances en formation est sans précédent. Lors du récent Sommet de Londres, l'Angleterre, la Norvège, le Canada et la Turquie ont reçu onze pays de l'UE : France, Allemagne, Espagne, Italie, République tchèque, Roumanie, Danemark, Pays-Bas, Pologne, Finlande et Suède. Cette « communauté de défense » *ad hoc* n'est pas pilotée par l'OTAN, ni par l'UE — bien que les deux la suivent de près. Il est prévisible que cette géométrie variable d'alliances se développe face à la pression russe et à la distanciation des États-Unis, qui affirment le mépris pour l'autodétermination du peuple du Groenland (dont ils ont l'intention d'acheter le territoire au Danemark) ou le non-respect de l'indépendance canadienne, suggérant une annexion. La présence de la Turquie au Sommet de Londres, sans présence grecque, indique également une plus grande autonomie vis-à-vis des États-Unis.

### 11. MONDIALISATION « MULTIPOLAIRE », LE RÉGIME DES PUISSANCES

Sous le slogan du « monde multipolaire », les puissances impériales cherchent à consolider un régime de sphères d'influence, en articulation instable avec des impérialismes secondaires et régionaux. Ce régime de puissances est très similaire à celui qui a accompagné la montée du fascisme jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'histoire ne se répète pas, mais elle enseigne. Nous



Manifestation en solidarité avec l'Ukraine Paris, 24 février 2024 © Phototèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

devons empêcher l'escalade de la terreur. Au lieu de cela, l'Europe choisit la voie militaire pour se tenir côte à côte dans la dispute mondiale.

Le régime des puissances privilégie la négociation bilatérale — le « transactionnalisme » trumpiste — au détriment des règles fixées dans les accords multilatéraux. L'Union européenne elle-même fait déjà partie de ce régime. Elle maintient l'accord d'association avec Israël et finance le régime génocidaire de Netanyahu, tout en assurant des échanges commerciaux qui incluent la production dans des territoires illégalement occupés. Elle finance la guerre au Congo par l'accord commercial avec le Rwanda, de qui elle achète des ressources pillées au Congo avec des armes achetées en euros. Et elle continue d'acquiescer auprès du Maroc les ressources du Sahara occidental (malgré la sentence de la Cour de justice de l'Union européenne qui a considéré les accords nuls), tout en légitimant l'occupation illégale en échange de la signature marocaine sur des accords pour déporter des migrants.

Le régime des puissances privilégie la liquidité de la transaction sur tout engagement envers l'intérêt général, les droits humains et les écosystèmes, accentue le risque de guerre aux périphéries des zones d'influence, tout en renvoyant le conflit ouvert entre puissances à un statut exceptionnel, même en raison des risques existentiels impliqués. Le régime des puissances est la coalition mondiale pour le carbone, en ligne avec le négationnisme néofasciste, poussant l'UE et le

monde à abandonner même de timides intentions concernant la transition énergétique.

### 12. RESPONSABILITÉS EUROPÉENNES DANS LE MALHEUR UKRAÏNIEN

La guerre en Ukraine est dans l'impasse depuis longtemps. Bien avant que le trumpisme ne dicte les règles, les lignes de front bougeaient peu, toujours avec un nombre élevé de morts des deux côtés. L'Union européenne, qui a à juste titre aidé l'Ukraine à résister à l'invasion barbare, n'a jamais voulu confronter la Russie avec des pourparlers de cessez-le-feu. Elle a répété le discours de Biden sur la « défaite de Moscou » et a collaboré à une stratégie de prolongation de la guerre visant à user la Russie. Cette passivité diplomatique européenne a laissé la sortie aux mains de Trump, par le pillage. Le partage de l'Ukraine et de ses minéraux suivra le tracé des tranchées, bénéficiant à l'envahisseur et pillant l'envahi, auquel seront imposés des dirigeants collaboratifs. Zelensky est pressé de capituler, de se retirer des négociations ou de signer aveuglément et de quitter la scène. La volonté du peuple ukrainien, ne compte déjà pour rien.

La « communauté de défense » promue à Londres promet d'installer et de fournir des forces sur le territoire ukrainien libre de l'occupation russe. Le Bloc de Gauche rejette toute participation portugaise à la mission de stabilisation du partage et du pillage de l'Ukraine entre Trump et Poutine, même si elle est étiquetée comme force de maintien de la paix.

### 13. L'UKRAINE DOIT ÊTRE INDEMNISÉE

Trump veut l'Union européenne dans les négociations avec la Russie après le cessez-le-feu, pour lever les sanctions sur les oligarques et normaliser le commerce russe en Europe, incluant également le retour des actifs gelés et saisis à la Fédération de Russie. Trump veut empêcher que 160 milliards d'euros actuellement gelés soient remis à l'Ukraine pour la reconstruction des infrastructures. De son côté, il a le système financier, qui craint que la confiance dans l'euro ne soit ébranlée par la confiscation de l'argent russe. La remise de cet argent à l'Ukraine, comme proposé par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, serait le moyen le plus efficace de contraindre Poutine.

### 14. SEULE UNE PAIX JUSTE PEUT DURER

Le Bloc de Gauche a toujours été d'accord avec l'envoi d'armes défensives pour la résistance légitime de l'Ukraine. De même, nous continuons à défendre l'intégrité du territoire ukrainien de 2022, les négociations pour un cessez-le-feu et le retrait des troupes russes. Une paix juste et durable doit être basée sur la neutralité de l'Ukraine et l'annulation de sa dette, ainsi que sur la reconnaissance de sa diversité nationale et le droit des populations qui habitaient le Donbass au moment de l'invasion russe à se prononcer sur leur avenir. Face à l'accord Trump-Poutine, l'Union européenne doit prendre une position indépendante.

### 15. LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION N'A PAS DE DOUBLE STANDARD

Le principe d'autodétermination des nations est fondamental dans le droit international, première aspiration de tous les peuples. Cette compréhension est bien présente au Portugal, car nous avons vécu la décolonisation des pays africains après une guerre injuste d'occupation, et la solidarité pour l'indépendance du Timor. En ce sens, le Bloc de Gauche ne classe pas les conflits pour l'autodétermination comme des « guerres par procuration », indépendamment de l'intervention d'acteurs internationaux étrangers aux peuples opprimés. Par conséquent, sauf pour les grandes différences historiques, nous utilisons le même critère en Ukraine ou en Palestine ou dans les nations sans État en territoire espagnol, au Sahara, au Kurdistan.

### 16. PALESTINE, DRAPEAU DE L'HUMANITÉ CONTRE LA BARBARIE

Avec la couverture des États-Unis et de la plupart des pays européens, Israël promet le génocide à Gaza, l'invasion de la Cisjordanie et des agressions sur les pays voisins. Trump et Netanyahu, avec leurs alliés régionaux, cherchent à encercler et neutraliser l'Iran. Ces facteurs conduisent à une instabilité accrue au Moyen-Orient, précisément l'une des périphéries des puissances. Le Bloc de Gauche s'allie aux campagnes internationales pour le boycott, le désinvestissement et les

sanctions contre l'apartheid israélien et défend un accord qui garantit la paix en Palestine, la fin de l'occupation et le respect des résolutions de l'ONU. La démilitarisation d'autres conflits est attendue, notamment celui qui se déroule en Syrie, sous les auspices des pays du sud global, dans le respect de l'auto-détermination des peuples.

### 17. L'INTERNATIONALISME DÉSOBÉIT À TOUS LES EMPIRES

Il est nécessaire de conclure que l'impérialisme du 21<sup>e</sup> siècle modifie sa dynamique et sa corrélation de forces. L'impérialisme américain reste le plus agressif et constitue une super-puissance que d'autres puissances impérialistes cherchent à combiner avec l'existence de pôles mondiaux. Ce processus avance, tantôt par le conflit, tantôt par la coopération entre puissances et par l'intégration capitaliste transnationale. Il y a plusieurs impérialismes dans le système mondial et aucun d'entre eux n'aura un rôle progressiste car tous agissent selon les intérêts de leurs élites capitalistes. Reconnaître cette réalité est vital pour élaborer une proposition internationaliste capable d'offrir un avenir à l'humanité et de concevoir un ordre démocratique des peuples. □

\* Le Bloc de Gauche est une organisation politique au Portugal. Résolution approuvée le 23 mars par le Conseil national du Bloc de Gauche.

Manifestation contre la guerre, 13 juin 2008 © Photothèque Rouge / Quentin



# Les attaques trumpistes contre nous toustes

COMITÉ NATIONAL DE SOLIDARITY\*

*Trump utilise tous les moyens qu'il possède pour pouvoir faire taire les opposants à sa politique. Il retire des fonds aux universités qui s'opposent à sa politique et met en prison les récalcitrant-es. Si à l'heure actuelle, ses foudres se concentrent sur les militant-es, notamment pro-palestiniens, et les immigré-es, c'est l'ensemble des citoyen-es étatsuniens qui seront à terme au centre du viseur.*

Une attaque sur plusieurs fronts est en cours, non seulement contre les partisans de la libération de la Palestine, mais aussi contre le Premier Amendement<sup>1</sup> et les droits civiques<sup>2</sup>. L'enlèvement de Mahmoud Khalil, l'expulsion brutale du Dr Rasha Alawieh du groupe Brown Medicine, la tentative de détention et d'expulsion de Ranjani Srinivasan, étudiante en doctorat à l'Université de Columbia qui a fui pour demander l'asile au Canada, et la capture de Badar Khan Suri, universitaire à l'Université de Georgetown — aucun de ces cas, et beaucoup d'autres qui n'ont pas attiré l'attention du public, ne se produisent de manière isolée.

Les mêmes décrets de Trump qui ont supprimé 400 millions de dollars de subventions fédérales à l'université de Columbia — dont la réponse de l'administration restera à jamais dans les chroniques de la lâcheté cynique — retirent maintenant également 175 millions de dollars à l'université de Pennsylvanie pour un délit sans

rapport qui consiste à permettre à des athlètes transgenres de participer à des compétitions sportives masculines.

## COMPRENDRE LA LOGIQUE D'ENSEMBLE

Il ne s'agit pas de questions distinctes ou de cas individuels à analyser juridiquement chacun de leur côté. L'intention ouverte du régime Trump et du groupe de milliardaires, d'idéologues d'extrême droite et de nationalistes chrétiens suprémacistes blancs qui le soutiennent, est de détruire, d'intimider et de convertir les universités et les collègues américains en agences totalement obéissantes du pouvoir des entreprises et de la réaction politique.

Le même programme est évident dans la volonté de criminaliser les programmes de diversité, d'égalité et d'inclusion (DEI) dans les secteurs public et privé, de paralyser la sécurité sociale et Medicaid, de pulvériser la main-d'œuvre fédérale et d'anéantir les agences qui aident les vétérans militaires, les enfants des écoles et les droits des

travailleurs à organiser des syndicats et à survivre sur le lieu de travail.

L'attaque contre le courageux et puissant mouvement de solidarité avec la Palestine sur les campus et dans les communautés des États-Unis est un moyen de poursuivre cette offensive de la droite. La Palestine en tant que telle, bien sûr, est une question mondiale absolument centrale puisque le génocide à grande échelle mené conjointement par Israël et les États-Unis à Gaza a repris, le ministre israélien de la Défense promettant la « destruction totale » de ce qui reste de ce territoire et de ses 2,2 millions d'habitants.

## LES FAITS SONT TÊTUS

Rappelons quelques faits essentiels : Mahmoud Khalil, le diplômé de Columbia détenteur d'une carte verte a été appréhendé le 8 mars par des agents en civil du ministère de la sécurité intérieure, alors que le couple (son épouse Noor Abdalla, enceinte de huit mois) rentrait dans la résidence universitaire qu'il occupait. Columbia avait ignoré les demandes de protection de Khalil, qui avait le sentiment d'être suivi.

Activiste de premier plan lors des occupations de l'année dernière et négociateur pour la résolution pacifique de l'occupation, Khalil n'a jamais été accusé d'un quelconque délit ou d'une quelconque mesure disciplinaire de la part de l'université. Après avoir appris que son « visa d'étudiant » (inexistant) puis sa carte verte avaient été « révoqués », Mahmoud a été emmené dans le New Jersey et transféré dans un centre de détention isolé de Louisiane



Manifestation « Hands Off » à Austin, Texas, 5 avril 2025 © Solidarity

avant que les tribunaux ne puissent intervenir. Un juge fédéral a ordonné que l'affaire soit renvoyée dans le New Jersey. Aujourd'hui, il reste à voir si le régime Trump obtempérera.

Yunseo Chung, 20 ans, étudiante à Columbia, est une résidente permanente qui vit aux États-Unis depuis l'âge de 7 ans. Aujourd'hui dans un lieu non divulgué, elle intente un procès pour éviter d'être expulsée après que des agents de l'Immigration and Customs Enforcement ont effectué des descentes et des fouilles dans les résidences de Columbia sous prétexte que l'école ou ses résidences « hébergent et cachent des étrangers en situation irrégulière sur son campus ». Sa participation à des manifestations pro-palestiniennes ferait d'elle un « obstacle aux objectifs de la politique étrangère des États-Unis », selon les termes d'une loi de 1952 datant de l'ère McCarthy et autorisant l'expulsion pour ce motif.

Le Dr Alawieh, spécialiste des reins, chirurgienne et professeure adjointe à l'université Brown, de retour d'un voyage au Liban, a été détenue pendant 36 heures, puis mise sur un vol de retour — en violation flagrante d'une décision de justice d'urgence interdisant son expulsion. Les prétendus « motifs d'expulsion » étaient sa participation aux funérailles de Hasan Nasrallah, le chef du Hezbollah assassiné par Israël, auxquelles assistaient des dizaines de milliers de Libanais-es.

### NOUS SOMMES TOUSTES SONT DANS LE VISEUR TRUMPIEN

Ces cas sont loin d'être les seuls dans lesquels les agents de Trump ont ignoré une décision de justice, comme l'illustre le renvoi massif de « membres de gangs » vénézuéliens présumés — sans aucune preuve ni l'ombre d'une procédure légale — vers une prison tristement célèbre et mortelle au Salvador. Ranjani Srinivasan, dont le doctorat en urbanisme est presque achevé, a été « désinscrite » par Columbia après que des agents de l'ICE se sont présentés à son appartement et, ne parvenant pas à entrer pour la détenir, ont déclaré que son visa était annulé et l'ont informée qu'elle avait 15 jours pour quitter le pays. Elle a déclaré à CBC News qu'elle n'avait pas participé aux manifestations sur le campus (elle a apparemment été aperçue dans la foule au printemps dernier, à un moment où sa résidence sur le campus

avait été bloquée).

Le comportement méprisable de Columbia, qui a supprimé et expulsé des étudiant-es l'année dernière, est maintenant aggravé par sa lâcheté à se plier à une série de demandes draconiennes de la Maison Blanche trumpiste, incluant non seulement l'interdiction des masques — notamment, Mahmoud Khalil a été facilement ciblé parce qu'il ne portait pas de masque — et la mise sous « tutelle externe » de son centre d'études sur le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie. Badar Khan Suri est professeur à Georgetown et chercheur post-doctoral sur la religion et les processus de paix au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Il séjourne légalement aux États-Unis avec un visa de chercheur et de

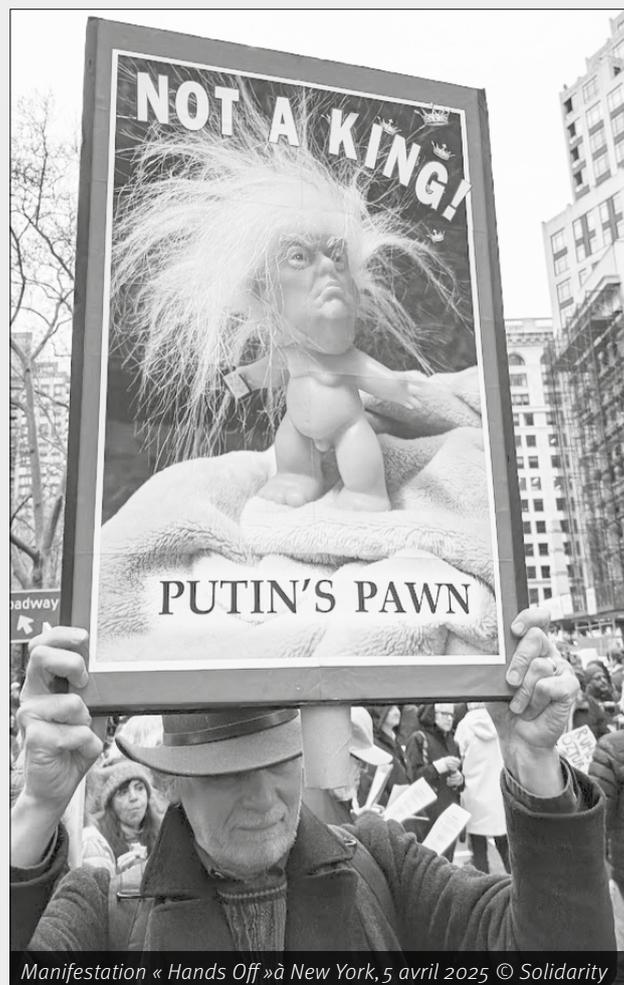
professeur. De nationalité indienne, il vit avec sa femme, citoyenne américaine, et ses trois enfants à Rosslyn, en Virginie. Lorsqu'il est rentré chez lui le 17 mars après un repas d'iftar du Ramadan, Suri a été placé en garde à vue par des agents fédéraux masqués sans être accusé d'aucun crime.

En un peu plus de 72 heures, il a été transféré dans plusieurs centres de détention pour immigrés, puis dans un centre de transit de l'ICE à Alexandria, en Louisiane. (Ses collègues soupçonnent que la véritable cible du gouvernement est sa femme américaine d'origine palestinienne, Mapheze Saleh, qui, en tant que citoyenne, ne peut être expulsée).

Au moment où vous lirez cette déclaration, les outrages perpétrés par le régime gangréné de Trump auront encore proliféré.

### POUR UNE ANALYSE DU TRUMPISME

En deux mois à peine, le régime de Trump est devenu un cancer métastatique sur le corps déjà affaibli des droits démocratiques aux États-Unis. En fait, au cours des années qui ont précédé le règne actuel de la terreur, Trump, l'aile droite et leur majorité à la



Manifestation « Hands Off » à New York, 5 avril 2025 © Solidarity

Cour suprême ont obtenu des résultats significatifs — notamment en transformant la loi historique sur le droit de vote en lettre morte, en supprimant les lois sur le financement des campagnes électorales afin que des parasites milliardaires comme Elon Musk et les Adelson puissent acheter le gouvernement, et bien sûr en abolissant le droit fédéral à l'avortement.

L'orientation actuelle — sur de nombreux fronts, allant de la gouvernance par décrets exécutifs à la terrorisation des communautés d'immigrés et des militants pro-palestiniens, en passant par l'abolition de la citoyenneté de naissance — mène à la destruction substantielle du gouvernement constitutionnel aux États-Unis. Seul un papier peint décoratif sera laissé en place pour dissimuler la pourriture.

### LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE

Les organisations de défense des libertés civiles et les avocats des personnes visées par l'expulsion



interviennent énergiquement dans les affaires judiciaires et tirent la sonnette d'alarme dans les médias. Mais les dirigeants du Parti démocrate gardent un silence assourdissant sur la destruction de Gaza et le nettoyage ethnique rampant en Cisjordanie occupée. Alors que des dizaines de membres démocrates du Congrès ont publié une lettre contestant la détention de Mahmoud Khalil, le nom du chef de la minorité, Hakeem Jeffries, brille par son absence. Du côté du Sénat, Chuck Schumer semble être en hibernation profonde après son vote en faveur de la « résolution de continuation » budgétaire des Républicains de la Chambre des représentants.

La résistance émerge sur de multiples fronts, de l'appel à l'action du syndicat étudiant de Columbia CSW-UAW 2710 sur le cas de Mahmoud Khalil, aux syndicats de travailleurs postaux qui organisent des manifestations pour protester contre les plans de dévastation puis de privatisation du service postal, en passant par les piquets de grève dans les salles d'exposition Tesla contre l'empire commercial du milliardaire Elon Musk. Nous sommes ravis de voir des

drapeaux palestiniens et ukrainiens flotter ensemble lors de manifestations de solidarité — alors que Trump donne son feu vert à la volonté d'Israël de détruire définitivement Gaza et se prépare à découper l'Ukraine en collaboration avec Vladimir Poutine. Toute illusion consistant à penser que les différentes mesures — terroriser l'activisme palestinien et les communautés d'immigrés, s'attaquer aux droits des transgenres, des queers et des féministes, vider les agences gouvernementales de leur substance et abolir les syndicats de travailleurs fédéraux, la sécurité sociale et Medicaid — sont des questions « distinctes » est fatale. La protection de nos droits nécessite un effort gigantesque et unifié de la part de la résistance populaire, des libertés civiles et des forces du mouvement populaire.

Le cas scandaleux de Mahmoud Khalil, en particulier, a attiré l'attention des masses, et sa lettre de prisonnier politique est un puissant appel à la mobilisation. Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays, notamment l'occupation du hall de la Trump Tower par Jewish Voice for Peace — New York. Il s'agit d'un combat à mener sur plusieurs fronts. Bien entendu, tout partisan des droits fondamentaux du premier amendement devrait exiger la libération immédiate de Mahmoud

Khalil, indépendamment de ce qu'il pense de son activisme en faveur de la Palestine — et personne ne devrait être idéologiquement exclu de cette lutte juridique et pour les libertés civiles, quelles que soient ses opinions politiques.

En même temps, l'agitation et l'activisme pour la libération de la Palestine et contre le génocide continueront et doivent continuer, inspirés par l'exemple et le courage de Khalil. Le sort du peuple palestinien, sacrifié sur l'autel du cynisme politique, de l'impérialisme et du colonialisme de peuplement, n'est pas une question isolée. Il est inextricablement lié à notre avenir à tous. □

le 26 mars 2025

\* Solidarity est membre de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis. Cette déclaration a été publiée initialement sur le site d'Inprecor.

1) Le premier amendement de la Constitution protège la liberté d'expression, la liberté de religion et la liberté de presse, ainsi que le droit de se réunir et de pétitionner.

2) Le mouvement des droits civiques est un mouvement qui revendique l'abolition de toutes les formes de discrimination raciale entravant l'exercice du droit de vote, l'accès à l'éducation, à l'emploi et au logement dans la totalité du territoire des États-Unis. Commencé immédiatement après la guerre civile américaine (1861-1865), ce mouvement obtient totale satisfaction légale dans les années 1960.

Manifestation « Hands Off » à Traverse City, Michigan, 5 avril 2025 © Solidarity



# Les rassemblements « Hands Off ! » s'organisent partout aux États-unis

**SOLIDARITY\***

*Les 1200 manifestations Hands Off qui ont eu lieu le 5 avril indiquent l'ampleur d'un mouvement émergent pour s'opposer à l'administration Trump. Plus de 150 groupes — dont l'AFL-CIO, Indivisible, MoveOn et la Ligue des électriciens — ont organisé des événements, rassemblant au moins un million de personnes. La plupart d'entre elles sont venues à titre individuel ou avec des amis et des membres de leur famille, plutôt qu'en tant que membres d'organisations syndicales ou communautaires.*

Les actions *Hands Off* reflètent l'émergence d'une nouvelle vague de riposte, qui sont aussi le fruit des frustrations de la précédente administration Biden. Même si l'énergie peut être débordante, il faut néanmoins reconnaître qu'il ne suffira pas d'une seule manifestation pour venir à bout des inégalités induites par Trump et ses sbires. Voici quelques impressions par les membres de Solidarity.

## **ALAMEDA, CALIFORNIE**

J'ai participé à deux des actions « Hands Off » (avec 10 000 à 15 000 personnes à Oakland, 1 000 à Alameda). Il y avait plusieurs milliers de personnes à Berkeley et d'innombrables autres manifestations dans le sud des comtés d'Alameda et de Contra Costa. Par ailleurs, dans les petites villes de la South Bay, deux manifestations ont eu lieu à Fremont, à environ un kilomètre l'une de l'autre. Au nord de San Francisco, Santa Rosa a connu sa plus grande manifestation avec 5 000 personnes ; près de Sonoma, 3 000 personnes ont également participé. Dans le sud de la Californie, ils étaient 10 000 à Los Angeles. À Alameda, où j'enseigne, la Palestine était au centre des pancartes et des discours, bien qu'elle n'ait pas été mentionnée dans l'appel à la

mobilisation. Même si la moyenne d'âge était assez élevée, des jeunes, parfois avec leurs parents, étaient également présents. Cependant, seul un faible pourcentage de personnes de couleur était présent : principalement des Afro-Américains et des Latinos, mais presque pas d'Asiatiques, qui représentent une part importante de la population de la ville.

## **ATLANTA, GÉORGIE**

Environ 30 000 personnes se sont déplacées — comme en 2017, mais avec une présence syndicale plus importante. Des milliers de pancartes faites maison. La plupart de la foule était plus jeune que la génération X (qui désigne les personnes nées dans les années 1960-70) et DSA<sup>1</sup> était très visible. Un bon antidote à la passivité de l'hiver. Parmi les orateurs figurait Gabriel Sanchez, membre de DSA élu en tant que socialiste à la législature de l'État en 2024.

## **AUSTIN, TEXAS**

Plusieurs milliers de manifestants se sont rendus au Capitole du Texas à Austin pour protester contre Trump, Musk et le dépeçage de la démocratie américaine, pourtant déjà faible. Le slogan principal ici comme ailleurs était « *Hands Off. Pas touche à Medicare,*

*pas touche à notre démocratie, aux universités, aux bibliothèques, à la liberté d'expression, aux écoles, etc.* »

Les pancartes et les affiches présentes dans la foule étaient presque toutes faites à la main, souvent avec un grand sens artistique. Il y avait beaucoup de panneaux pro-démocratie, anti-fascistes et anti-oligarchie. On pouvait également voir un bon nombre de panneaux de solidarité avec la Palestine, ainsi que des pancartes en faveur des droits des immigrés et des transgenres. La question des écoles a été mise en avant car le gouvernement texan est sur le point d'adopter le financement à grande échelle d'écoles privées avec l'argent des écoles publiques, par le biais de bons d'études distribués aux familles.

## **BALTIMORE, MARYLAND**

La manifestation dans le centre-ville a rassemblé environ 1 000 personnes, ce qui est vraiment bien pour Baltimore. La liste des orateurs était équilibrée d'un point de vue racial, mais le public était majoritairement blanc. La tranche d'âge des participants était large. Il n'y a pas eu de participation de la part des syndicats. Pour autant que je sache, la manifestation a été organisée par une coalition de groupes d'activistes généralement alignés sur

le Parti démocrate. Des centaines de personnes ont également manifesté devant le siège de l'administration de la sécurité sociale, à l'extérieur de Baltimore.

Il a été question d'une manifestation encore plus importante le 1<sup>er</sup> mai, qui comprendrait un appel à « fermer les boîtes » (les entreprises, les écoles, etc.). La question évidente, me semble-t-il, est celle de la stratégie. Les manifestations successives sont utiles jusqu'à un certain point, mais elles finiront par s'essouffler.

### CHICAGO, ILLINOIS

La foule était si nombreuse qu'il était difficile d'entendre ce que disaient les orateurs. Les organisateurs ont demandé à la foule de commencer à marcher dix minutes avant le début du rassemblement en raison de sa taille – 30 000 personnes ! Au moins la moitié de la foule semblait jeune et majoritairement blanche, bien qu'il y ait eu un bon nombre de personnes de couleur. L'opposition aux déportations était un thème majeur et de nombreuses banderoles et affiches soutenaient la Palestine. La plupart des pancartes étaient faites à la main et couvraient un large éventail de sujets : sécurité sociale, négociation collective, avortement, immigration, Palestine, recherche scientifique, travailleurs fédéraux, DOGE, protection de la démocratie, LGBTQ+, BLM<sup>2</sup>, etc. Mais les pancartes que j'ai vues le plus souvent disaient non au fascisme ou étaient anti-Trump ou Musk.

Beaucoup de travail a été consacré à la construction de cette manifestation ; pour beaucoup, il s'agissait de leur première manifestation. C'est une évolution globalement positive, même si la proportion de marcheurs noirs et latino américains ne correspondait pas à la composition de la ville. Mais où sont les syndicats ?

### DETROIT, MICHIGAN

Contrairement à beaucoup d'autres villes, Detroit a organisé une marche mais pas de rassemblement. Environ 6 000 personnes ont défilé depuis le Detroit Institute of Arts avec beaucoup d'enthousiasme et de belles pancartes. La foule était assez diversifiée en termes de sexe et d'âge. Il y avait beaucoup d'Afro-Américains, mais probablement seulement 10 à 20 % dans une ville majoritairement noire. Cependant, il

n'y avait pas de cortèges et peu d'entre nous portaient des pancartes syndicales. Le Michigan a organisé au moins 34 actions *Hands Off*, notamment au Capitole de l'État à Lansing, ainsi qu'à Dearborn, Ferndale et même dans les banlieues tranquilles de Detroit.

### INDIANAPOLIS, INDIANA

Malgré une pluie battante, la manifestation « Hands Off » d'Indianapolis a rassemblé plus de 3 000 manifestants. La foule était enthousiaste, mais les orateurs du rassemblement ont reflété la perspective des démocrates de faire changer les choses par la voie des urnes. Des milliers d'autres personnes se sont rassemblées à Muncie et à South Bend.

### HOUSTON, TEXAS

Bien que le *Houston Chronicle* ait annoncé que 500 personnes s'étaient rendues au rassemblement *Hands Off* le samedi 5 avril à l'hôtel de ville, il semble qu'il y ait eu plus de 1 000 à 1 500 personnes. Il s'agissait de l'une des 35 manifestations de ce type organisées dans le seul Texas.

Les orateurs étaient pour la plupart des élus démocrates. La rhétorique était donc celle que l'on attendait : « Assurez-vous de vous présenter aux élections de mi-mandat, etc. ». En substance, le message était le suivant : « votez bleu plus fort ». Cependant, il y a eu des exceptions notables, principalement des orateurs de couleur.

Bien que majoritairement blanche, la foule était principalement jeune et quelque peu diversifiée. J'ai rencontré des manifestants intéressants originaires d'Afrique du Sud. J'ai reconnu très peu de personnes, ce qui indique que de nouvelles forces émergent dans ce mouvement de masse passionnant de l'opposition. Je n'ai pas vu un seul contre-manifestant, ce que j'ai trouvé quelque peu surprenant, comparativement au premier mandat de Trump, où des Proud Boys armés, ainsi que d'autres groupes, patrouillaient lors d'événements similaires.

### MILWAUKEE, WISCONSIN

Les manifestations *Hands Off* d'hier ont été largement répandues dans le Wisconsin, avec 9 000 manifestants à Milwaukee. En outre, à Madison, la capitale de l'État, il y avait 10 000 manifestants. Appleton en comptait 2 300, Green Bay 1 500 et plusieurs centaines

à Ashland, Eau Claire, LaCrosse, Superior et West Bend (connue comme une enclave MAGA). Beloit, Dodgeville, Janesville, Kenosha, Manitowoc, Monroe, Oconomowoc, Oshkosh et Racine ont également organisé des actions.

### MONTPELIER, VERMONT

Il s'agit de la plus grande participation depuis la première Marche des femmes en 2017. Environ 10 000 personnes se sont rassemblées à Montpelier avec peut-être 10 autres rassemblements Vermont Hands Off, dont 1 600 à Brattleboro et 2 000 à Burlington. Il y avait une forte présence de travailleurs et de solidarité avec la Palestine, avec de nombreuses pancartes de DSA Socialism beats fascism (le socialisme bat le fascisme). Beaucoup de drapeaux palestiniens. Beaucoup de syndicalistes, mais pas de cortèges de travailleurs organisés.

### NEW YORK

Malgré une pluie froide, environ 50 000 à 100 000 personnes ont défilé sur 20 pâtés de maisons ou plus le long de la Cinquième Avenue. Il y avait une majorité de personnes âgées, pour la plupart blanches et avec une participation syndicale très limitée. SEIU et AFSCME n'ont pas fait venir leurs membres, mais certains « influenceurs » noirs se sont prononcés contre la manifestation.

### SALT LAKE CITY, UTAH

Des milliers de personnes ont manifesté au Capitole de l'État (ce qui est étonnant vu l'engorgement des rues d'accès au Capitole en raison de la conférence générale de l'Église mormone ce week-end). Plusieurs portaient des drapeaux américains à l'envers, signe de détresse utilisé dans la marine. Compte tenu de la variété des attaques lancées par l'administration Trump, l'unité est une nécessité. □

\* *Solidarity* a publié ces impressions sur son site, traduites par la rédaction.

1) Le parti DSA (Democratic Socialist of America) est la plus grande organisation socialiste des États-Unis, avec 78 000 membres. DSA n'a pas soutenu la campagne de Kamala Harris en 2024, mais des membres se sont présentés au congrès sous la bannière démocrate.

2) BLM (Black live matter) est un mouvement social et politique né en 2013 aux États-Unis au sein de la communauté afro-américaine, qui milite contre le racisme systémique envers les Noirs.

# Les crises du capitalisme : logique, moment, perspectives

CÉDRIC DURAND

*Cet article est issu d'une soirée du Centre d'études marxistes, le 16 décembre 2024. Ces formations visent à la fois un objectif d'autoformation et de réflexion critiques. Elles empruntent donc beaucoup à des travaux préexistants de camarades issues ou non de notre courant. L'auteur expose ici les dynamiques en œuvre dans les crises du capitalisme.*

Je vais être un peu technique, mais pas trop. Et compte tenu du cadre limité de cette présentation, je ne pourrai évidemment pas aborder l'ensemble des mécanismes des crises du capitalisme. Le capitalisme, c'est la crise, mais il y en a de différentes sortes. Il y a les crises emblématiques : celle qui commence avec le krach d'octobre 1929 aux États-Unis, suivie de la grande dépression internationale ; celle des subprimes de 2008, qui a entraîné la faillite de Lehman Brothers et une grande récession sur une bonne dizaine d'années. Il y a aussi les crises trainantes, comme la stagflation des années 1970 (hausse des prix, hausse du chômage) qui débouche sur la vague néolibérale des années 1980 ou la déflation japonaise de 1991-2021, marquée par une atonie générale. Il y a aussi les crises dans la périphérie, comme le défaut de paiement du Mexique en 1982, qui déclenche une crise dans les autres pays du Sud, ou la crise asiatique de 1997-1998, qui touche la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée du Sud, etc. L'histoire du capitalisme, c'est donc l'histoire de ses crises, mais aussi l'histoire de ses réponses temporaires à ses crises, par une réorganisation qui relance l'accumulation. Pour Ernest Mandel il y a un lien entre les grandes crises et les vagues d'accumulation du capital (les ondes longues). Pour lui, les solutions aux grandes crises sont toujours externes à l'économie capitaliste, ce sont les guerres, les conquêtes de régions non encore dominées par le capital, etc. Tandis que pour les

théoriciens de la régulation, il existe des ajustements institutionnels qui permettent de sortir de ces grandes crises. Dans tous les cas, même si l'on admet une grande plasticité du capitalisme, jusqu'où peut-elle aller ?

Je souhaiterais ici évoquer les trois logiques fondamentales des crises, telles qu'analysées par Marx et les auteurs qui en sont proches. Puis, aborder la crise actuelle comme moment charnière, comme moment de bascule dans la régulation du capitalisme. Enfin, je prendrai quelques risques en tentant d'esquisser ce que nous indique le présent comme préfiguration de l'avenir.

## LES TROIS LOGIQUES DES CRISES CAPITALISTES

Je distinguerai la suraccumulation de capitaux, la spatialisation (*spatial fix*) et la socialisation des crises.

### 1. LA SURACCUMULATION

Le capitalisme, c'est une accumulation de valeurs. David Harvey propose une analogie avec le cycle de l'eau (les océans, la condensation dans les nuages, l'eau qui retombe en précipitations), c'est toujours de l'eau sous différentes formes. La valeur c'est la même chose. Or, le capital, c'est de la valeur en mouvement. Pour bien comprendre ce qu'est le capitalisme et d'où viennent ses crises, je citerai Marx (*Le Capital*, Livre I, section VII) :

« Le premier mouvement qu'effectue le quantum de valeur censé fonctionner comme capital est la transformation

d'une somme d'argent en moyens de production et en force de travail. Celle-ci se déroule sur le marché, dans la sphère de circulation. » C'est le mouvement A-M (transformation de l'argent en marchandise) : quelqu'un a de l'argent, il achète des bâtiments, des machines et de la force de travail.

« La seconde phase de mouvement, le procès de production, est achevée quand les moyens de production sont transformés en une marchandise dont la valeur dépasse la valeur de ses composantes, autrement dit, en une marchandise qui contient le capital avancé à l'origine plus une survaleur. » C'est le procès de production (PP), au cours duquel ces marchandises sont transformées en quelque chose qui vaut davantage que ses composantes, une valeur supplémentaire.

« Ces marchandises doivent ensuite être relancées dans la sphère de la circulation. Il faut les vendre, réaliser leur valeur en argent, retransformer cet argent en capital et ainsi de suite. Ce circuit, qui parcourt constamment les mêmes phases successives, constitue la circulation du capital. » Il faut que le capitaliste réalise sur le marché la valeur nouvelle qui a été créée dans le procès de production (c'est le mouvement M'-A').

Pour comprendre les crises du capitalisme, il faut avoir en tête ces trois moments. Ce schéma de David Harvey



(voir figure 1) permet de représenter la même chose. L'intérêt de cette représentation, c'est qu'elle suggère tous les points où la crise peut avoir lieu.

Elle peut se déclarer sur les marchés financiers : vous lancez une production de brocolis surgelés, votre business plan est parfait, mais les banques ne peuvent pas vous prêter d'argent, parce qu'on est en pleine crise des subprimes, en 2008. Mais la crise peut aussi se déclarer dans le procès de production, par exemple, parce qu'en 2021-2022, la pandémie prive votre entreprise des puces électroniques nécessaires. La production peut aussi être stoppée par une grève ou une catastrophe écologique. Enfin, la réalisation des profits peut être empêchée par l'absence de débouchés solvables au prix attendu, un aspect sur lequel insistent beaucoup les keynésiens. Ce schéma permet de comprendre que les crises du capitalisme peuvent avoir de multiples causes internes ou externes tout au long de la circulation du capital. Les causes internes sont toujours liées à la suraccumulation du capital. Il y a trop de capital par rapport aux possibilités de l'utiliser de manière rentable. En d'autres termes, plus les profits sont importants, plus il est difficile de maintenir un taux de profit élevé. Cela nous ramène au thème très discuté par les marxistes de la baisse tendancielle du taux de profit (l'augmentation de la part du capital constant – les infrastructures, les machines, les matières premières –, qui ne produit pas de survalueur, augmente par rapport à celle du capital variable, la force de travail, qui produit seule la valeur nouvelle). Mais il peut aussi y avoir des stocks excédentaires et des capacités de production sous-utilisées ; un excédent de cash, parce qu'il est difficile d'investir de manière rentable (Apple dispose aujourd'hui de 160 milliards de dollars en cash) ; le chômage est aussi une manifestation de cette incapacité de mobiliser les ressources productives.

La suraccumulation conduit à la dévalorisation du capital : par ex., avec les crises immobilières, le capital congelé dans l'immobilier perd de sa valeur. C'est vrai aussi des stocks d'automobiles invendues, des machines sous-utilisées, etc. Cette dévalorisation est une manifestation de la crise,

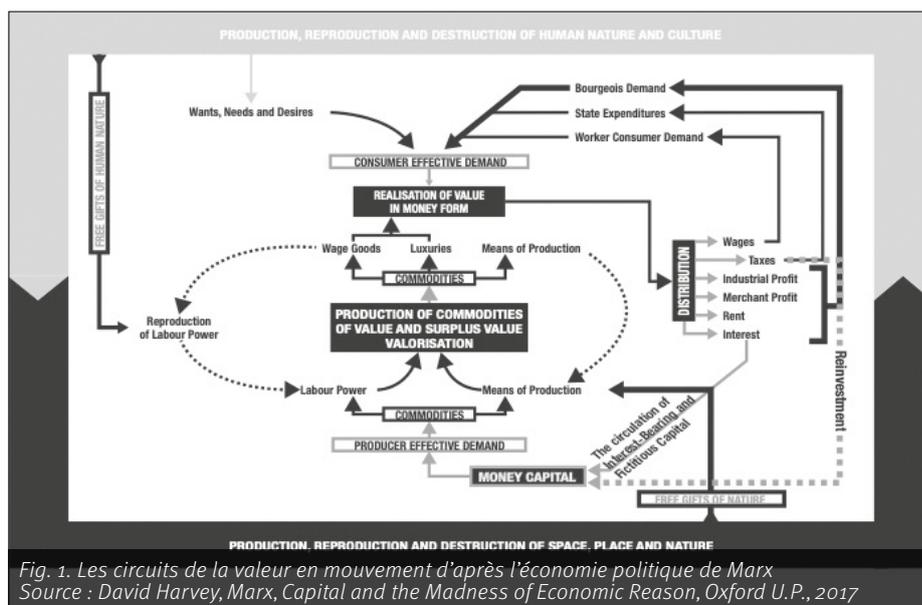


Fig. 1. Les circuits de la valeur en mouvement d'après l'économie politique de Marx  
 Source : David Harvey, Marx, Capital and the Madness of Economic Reason, Oxford U.P., 2017

mais aussi un moyen pour le capital, qui a réussi à surmonter la crise, de se relancer en éliminant de la circulation le capital suraccumulé. Il y a ainsi de petites crises, avec des faillites, et des capitalistes qui parviennent à racheter des actifs à moindre coût, et des grandes crises, où le capitalisme peine à se relancer, comme en 1929-1932 ou en 2008<sup>1</sup>...

## 2. LA SPATIALISATION (SPATIAL FIX)

C'est l'idée qu'on peut résoudre les crises en les déplaçant ailleurs. Par exemple, la réponse à la crise des années 1970 a été la mondialisation, la délocalisation d'une partie des activités ou l'achat d'intrants à moindre coût à des fournisseurs étrangers. Ce mécanisme a été perçu par David Ricardo et par Marx<sup>2</sup>. D'autre part, puisque la crise résulte de la suraccumulation de capitaux, l'investissement à l'étranger représente aussi une réponse possible. Marx explique que l'exportation des capitaux vise à relever le taux de profit. Il s'agit donc d'aller chercher des profits à l'étranger. La théorie marxiste de l'impérialisme explique que les capitalistes qui investissent à l'étranger vont devoir protéger leurs actifs, d'où la course aux armements, le militarisme et la guerre qui en découlent. Le cas de la Première Guerre mondiale est le plus classique. La montée de la conflictualité avec l'étranger est aussi une réponse aux crises de réalisation (de débouchés), comme l'a montré notamment Rosa Luxemburg.

Il y a souvent un antagonisme entre marxistes et keynésiens sur ce point-là, que Michal Kalecky, un

marxo-keynésien des années 1930-1940, a tenté de dépasser en expliquant qu'il y a certes des moyens de résoudre bien des crises du capitalisme, mais que cela n'est pas possible pour des raisons politiques. Parce que si la résorption du chômage dépendait d'une intervention de l'État, la société n'aurait pas besoin du capitalisme pour se gouverner elle-même ; mais aussi, parce que la disparition de l'armée de réserve industrielle minerait la discipline dans les usines. En revanche, la relance par le militarisme (keynésianisme militaire) ne pose pas les mêmes problèmes. L'aversion pour les dépenses publiques est surmontée par les dépenses d'armement, comme le montre en particulier le fascisme<sup>3</sup>.

Il peut aussi s'agir de transférer ailleurs, en particulier sur les pays du Sud, les coûts d'ajustement des crises. Le classique en la matière, c'est la crise de la dette. Dans les années 1980, lorsque le Plan Brady « résout » la crise de la dette latino-américaine, l'État américain « vient au secours » des pays les plus touchés en échange de concessions extraordinaires, les plans d'ajustement structurels, au profit des multinationales du Nord. Mais de l'argent est bien injecté dans ces économies, qui permet de sauver les banques américaines très exposées. De même, en 2011-2012, la « résolution » de la crise grecque vise à éviter un défaut de paiement et une contagion pour les banques européennes, en particulier françaises et allemandes, au prix d'un terrible ajustement pour la population grecque. Au lieu de dévaloriser les actifs des banques européennes,

on a dévalorisé les Grecs eux-mêmes en coupant dans leurs salaires et leurs dépenses publiques. La perte de valeur a été ainsi transférée spatialement.

### 3. LA SOCIALISATION

S'il y a une crise finale du capitalisme, il ne faut pas la penser en termes d'effondrement ou d'émergence spontanée du socialisme. En revanche, il y a une limite au capitalisme. Dans l'avant-dernier chapitre du Livre I du *Capital*, Marx explique que la tendance à long terme du capitalisme, c'est l'expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire des capitalistes qui ont, à l'origine, exproprié les paysans, les petits artisans, les indigènes des colonies, etc. Or, cette logique d'expropriation s'est poursuivie durant toute l'histoire du capitalisme.

Les grosses entreprises absorbant les plus petites, le capitalisme conduit à une concentration et à une centralisation croissante de la production. Le monopole du capital devient ainsi un obstacle au fonctionnement du capitalisme, la loi de la valeur supposant la concurrence des capitaux entre eux. De même, la socialisation du travail tend à devenir incompatible avec son enveloppe capitaliste. « *Les forces productives matérielles de la société entrent ainsi de plus en plus en contradiction avec les rapports de production existants* ».

On notera que dans l'ensemble de ses raisonnements sur la logique des crises, Marx déploie une méthode qui consiste à découvrir le monde nouveau dans la critique du monde ancien. Il faut ainsi chercher dans l'ancien les potentialités de l'avenir. « *Nous ne voulons pas anticiper le monde dogmatiquement, mais découvrir le monde nouveau en commençant par la critique du monde ancien* » (*Lettre à Arnold Ruge, septembre 1943*).

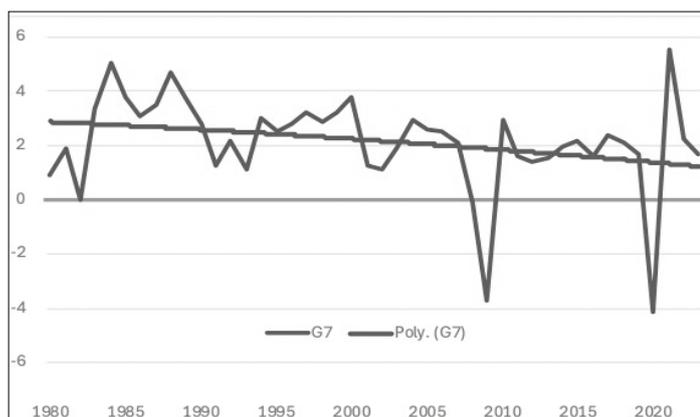


Fig. 3. Taux de croissance des économies du G7 (1980-2023).  
Source : FMI-WEO

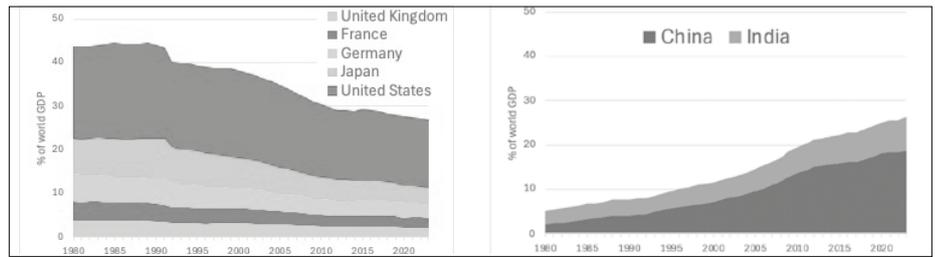


Fig. 2. Le poids des grandes économies dans le PIB mondial, 1980-2023 (à parité de pouvoir d'achat) Source : FMI-WEO

### LE MOMENT CHARNIÈRE DANS LEQUEL NOUS NOUS TROUVONS AUJOURD'HUI

Nous sommes dans un moment de « périphérisation » de l'Europe, qui a été au centre du capitalisme pendant une grande partie de son histoire. Elle reste centrale à certains égards, mais de moins en moins. On peut dire qu'elle devient semi-périphérique dans une série de secteurs de pointe. Les deux graphiques en figure 2 montrent clairement cela.

Et si on considère les choses en détail, on s'aperçoit que la part des États-Unis dans le PIB mondial (à parité de pouvoir d'achat) a diminué, mais pas tant que ça, tandis que la réduction des parts du Japon, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni sont spectaculaires. Pour ne prendre que l'Allemagne et la France, soit le cœur de l'Union européenne, elles représentaient 10,6 % du PIB mondial en 1980. Aujourd'hui, elles ne pèsent plus que la moitié, soit 5,3 % du PIB mondial. En revanche, la Chine et l'Inde sont passées de 5 % du PIB mondial à plus de 20 % aujourd'hui. Il s'agit d'un basculement historique. Ce basculement s'est produit dans une période marquée par la perte de dynamisme du capitalisme dans les principaux pays riches : dans les pays du G7, la croissance annuelle est passée de 3 %,

au début des années 1980, à 1 % aujourd'hui, avec une grande instabilité croissante (la crise de 2008 et celle du Covid y sont particulièrement spectaculaires (voir figure 3).

Ce n'est pas pareil dans le reste du monde : la Chine et l'Inde ont connu

une croissance accélérée avec un ralentissement dans les années 2000 (très marqué pour la Chine), qui se traduit par une décélération à l'échelle mondiale. Depuis les années 2010, la Chine ne compense plus le ralentissement observé dans le reste du monde. Nous sommes donc dans un moment marqué par la marginalisation de l'Europe et par un ralentissement généralisé du capitalisme mondial, à l'œuvre depuis plusieurs décennies dans les économies riches, auquel participe aujourd'hui la Chine (voir figure 4).

Nous assistons à un épuisement des forces motrices du régime néolibéral, qui a été tiré par la mondialisation financière (commerce et investissements internationaux). Il avait permis de compenser la perte de dynamisme des « pays riches ». Or, la part du commerce dans le PIB mondial a cessé de croître dans la foulée de la crise de 2008 et il a même commencé à reculer (voir figure 5).

De même, les entreprises tendent à moins investir dans les pays éloignés. Enfin, la part du commerce mondial sous sanction n'a cessé d'augmenter depuis 2010 (aujourd'hui 12 %), d'où une tendance à la fragmentation économique.

Depuis la crise de 2008, on observe aussi un ralentissement très net des investissements internationaux, en particulier dans les pays riches. La mondialisation financière n'a pas disparu, mais elle a cessé de croître et elle a marqué une tendance au repli.

Quelle est la dynamique des profits financiers ? Pour les États-Unis, c'est assez net. On assiste à un déclin de la part des profits financiers sur l'ensemble des profits. Pour la zone euro, on a observé une même tendance moins nette jusqu'en 2022-2023, mais, avec la hausse des taux d'intérêt, les banques

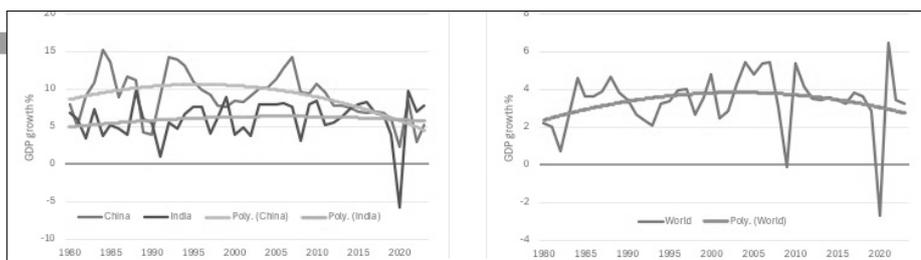


Fig. 4. La décélération de la Chine pousse à une récession mondiale (1980-2023).  
Source : FMI-WEO

ont réalisé de gros profits depuis lors. Il semble pourtant bien que le poids du secteur financier ait commencé à reculer dans l'économie mondiale.

Ce qui est le grand mystère, c'est la suraccumulation du capital fictif (actions, titres de la dette publique, prêts bancaires, etc.) (voir figure 6), qui est échangé et comptabilisé comme d'autres éléments du capital, mais qui ne génère pas de valeur, contrairement au capital investi dans les entreprises. Dans le langage commun, il s'agit de la « sphère financière ». Quel est donc le poids de ce que Marx appelait « les formes basiques du capital fictif », c'est-à-dire la capitalisation boursière, le crédit au secteur non financier et la dette publique, par rapport au PIB, à l'économie globale ? Dans ces dernières décennies, il n'a cessé de croître (à part en Allemagne, où il s'est stabilisé autour de 2008).

Si on veut comprendre comment le capitalisme a tenu durant ces dernières années, il faut tenter de comprendre ce qui se joue avec ce poids extraordinaire de la sphère financière et jusqu'où cela peut aller. Hyman Minsky, un économiste étatsunien postkeynésien progressiste a évoqué un « moment » où la croissance de la sphère financière arrive à un niveau insupportable, prélude à un retournement brutal. Pour éviter la répétition de la crise de 2008, James Crotty, un économiste postkeynésien américain influencé par le marxisme, avait affirmé alors qu'il fallait contraindre politiquement les marchés financiers à se contracter par rapport aux secteurs non financiers et marginaliser ou interdire les titres non transparents, complexes ou illiquides<sup>4</sup>. Il ajoutait que si ce n'était pas le cas, la croissance trop faible de l'économie réelle ne permettrait pas à terme de soutenir les attentes de profit d'une sphère financière en expansion continue.

Pourtant, la sphère financière a continué à croître depuis 2008. Pourquoi ? Parce que l'État a volé à son secours. Les

banques centrales ont validé des dettes privées en augmentation constante. Ainsi, leurs actifs, qui ne représentaient que 5 % du PIB des États-Unis en 2005 et 10 % de celui de la zone euro, se montaient respectivement à près de 40 % et 70 % du PIB en 2022 (voir figure 7). Pourtant, comme l'a expliqué l'économiste marxiste Suzanne de Brunhoff, aucune politique publique de pourra jamais abolir les contradictions fondamentales qui sont à l'origine des tensions financières. La question est de savoir où se situe l'ultime frontière de cette intervention publique et si l'on s'en rapproche aujourd'hui. Sans entrer dans des considérations techniques, je pense que nous sommes arrivés au terme de l'hégémonie de la sphère financière et qu'il va donc falloir réduire le poids du capital fictif par rapport à l'économie réelle.

Cela ne veut pas dire qu'il va y avoir une crise financière catastrophique. Celle-ci aurait en effet déjà dû avoir lieu. En mars 2020, avec le Covid, les bourses se sont effondrées. Pourtant, elles se sont assez vite rétablies. Pourquoi ? Parce que les banques centrales sont intervenues pour empêcher une crise financière. À l'automne 2023, la Fed est encore intervenue massivement pour éviter une contagion de la faillite de la Silicon Valley Bank. En Europe, un mécanisme de la BCE est prévu pour contenir toute nouvelle crise de la dette. Donc, je crois plutôt à une crise financière au ralenti, qui verrait le capital fictif rongé par l'inflation. Cependant, avec l'essor des crypto monnaies et leur dérégulation par Trump, un grave choc financier ne peut pas être exclu.

Il n'en reste pas moins que la sphère financière ne tient que par le soutien public, et donc par une volonté politique. Lorsque la droite dénonce l'assistanat et l'explosion des dépenses publiques, etc., il faut lui rappeler ce fait essentiel.

## EN QUOI LE MOMENT PRÉSENT EST-IL PORTEUR DES TRACES DE L'AVENIR ?

Qu'est-ce qu'on peut observer dans le présent et quelles en sont les potentialités futures ? Je vais discerner trois logiques : l'exaltation néofasciste (l'affreux) ; le vraiment moche, une stagnation techno-féodale ; une planification écosocialiste, ce qu'on souhaiterait, qui semble peu probable. Mais à l'ère des catastrophes, les choses bougent très vite. On peut aussi imaginer des hybridations de ces trois solutions.

### 1. L'EXALTATION NÉOFASCISTE (L'AFFREUX)

Nous observons aujourd'hui le mariage, à la tête de l'économie la plus puissante économie du monde, d'une extrême droite décomplexée avec une dimension néofasciste et de l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, incarnation des secteurs les plus dynamiques du capitalisme en termes de valorisation. Les mêmes tendances sont à l'œuvre dans d'autres régions du monde.

Quelle est la signification économique de cela ? Rappelons que pour Kalecki, le fascisme permet de dépasser l'aversion pour les dépenses publiques, parce que la résorption du chômage ne débouche pas sur un meilleur rapport de force pour les travailleurs, dans la mesure où la liquidation des syndicats et la répression politique y pourvoient (la pression politique remplace la pression économique du chômage). Cela rend

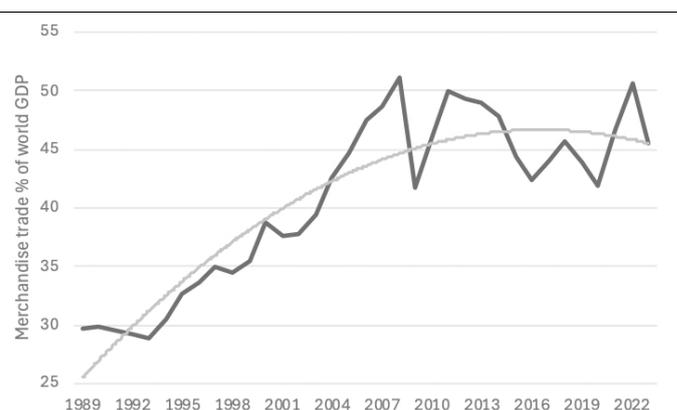


Fig. 5. Évolution du commerce mondial en pourcentage du PIB (1989-2022). Source : FMI-WEO

possible une relance keynésienne par les dépenses publiques avec une explosion de la dette. C'est ce qui semble se dessiner aux États-Unis, mais aussi en Allemagne, où la règle d'or de la réduction du déficit budgétaire est remise en cause à l'approche des élections, même si la droite l'emporte. Les capitalistes semblent croire à cette solution, si l'on considère la hausse des marchés boursiers aux États-Unis après l'élection de Trump. Ils se disent que les impôts vont baisser, que les réglementations vont être allégées, et que de nouveaux profits seront possibles.

Les marchés anticipent aussi un retour de l'inflation. L'idée que la dernière vague d'inflation a été réglée durablement n'est pas convaincante en raison des tensions que connaît la finance internationale dans un contexte de fragmentation géopolitique et de guerre. Aux États-Unis, la facilitation de la formation d'ententes et de cartels, mais aussi la hausse des droits de douane, va aussi dans ce sens. Toutefois, en dépit de la baisse de la syndicalisation, cette dernière période a vu une montée des mobilisations ouvrières et certaines victoires (en particulier dans l'automobile). Or, il faut souligner que l'inflation n'est pas neutre sur le plan social. Bien sûr, si le pouvoir d'achat des classes populaires pouvait être maintenu, elle éroderait le pouvoir du capital. Ça a été le cas après la Seconde Guerre mondiale. Mais si la défense des bas revenus n'est pas assurée, elle pèse proportionnellement plus sur eux, parce que ce sont les produits les moins chers qui voient leurs prix augmenter le plus vite. Avec Trump, l'autoritarisme politique tendrait donc plus que jamais à faire payer l'inflation par les classes populaires.

Avec la hausse des dépenses publiques dans le secteur de l'armement, la

guerre devient aussi une option moins improbable. Ceci peut aller de pair avec un retour de formes de planification et d'organisation de l'économie. Or, ce que montre Benjamin Bürnbaumer, c'est que la dynamique des capitalismes étatsunien et chinois les pousse de plus en plus à la confrontation. Les complémentarités entre eux, qui avaient nourri la mondialisation financière, tendent aujourd'hui à s'épuiser avec le rattrapage de la Chine<sup>5</sup>.

## 2. LE TECHNO-FÉODALISME (LE MAUVAIS)

Le technoféodalisme est une tendance à l'œuvre au cœur du capitalisme actuel<sup>6</sup>. Le féodalisme, c'était une petite production sur laquelle pesait le prélèvement seigneurial en raison d'une contrainte politique. Certes, le capitalisme actuel ne tend pas à revenir à la petite production individuelle, tout au contraire, la socialisation croissante de la production se poursuit (il suffit de penser à Amazon et à ses liens avec une multiplicité sans précédent de secteurs économiques). Mais une logique de prélèvement, de prédation, se développe, et ceci sous trois angles :

A) Comme le serf du Moyen Âge était attaché à la terre, nous sommes attachés à la « glèbe numérique ». Les individus, la gig économie, les entreprises, les États, etc. dépendent toutes de ces plateformes. Il en découle que des entreprises très particulières dominent la structuration actuelle du capitalisme.

B) On observe une fusion de l'économique et du politique. En Chine, les plateformes numériques sont très développées et l'État les a reprises en main au cours de ces 3 à 4 dernières années. Il a acquis des

actions des participations qui ne lui rapportent aucun dividende mais lui donnent un pouvoir de veto. L'État chinois comprend en effet que le contrôle de ces plateformes est indispensable au contrôle de l'organisation sociale, c'est pourquoi il n'entend pas les laisser se développer de façon autonome.

C) La concurrence entre les entreprises existe toujours, mais elle se fait de plus en plus au niveau de ces énormes capitaux numériques dans un jeu à somme nulle. Leur logique vise à multiplier les capteurs qui permettent de contrôler l'activité sociale, de la centraliser vers leurs plateformes et de prélever ainsi un revenu. Ce n'est pas une logique de production, mais une logique de prédation par le contrôle du territoire de l'organisation sociale. Des entreprises sont désormais capables de centraliser et de conserver les connaissances sociales générales, formant une nouvelle classe d'organisations propres, de plus en plus détachées des autres capitaux au sommet de la structure industrielle. Elles se battent entre elles pour monopoliser les formes de coordination sociale.

Ernest Mandel insistait sur la capacité des multinationales à organiser l'activité économique. Mais que dire du petit nombre de plateformes qui rivalisent pour le contrôle ultra-centralisé de l'activité sociale ? Ces entreprises sont des méta-agents de la connaissance. Elles représentent le top du capitalisme mondial. Ce sont les plus grosses sociétés en termes de capitalisation boursière (voir figure 8). Parmi les 8 première, il y en a 7 qui sont américaines et liées au numérique (la seule qui ne l'est pas est saoudienne, dans le secteur pétrolier).

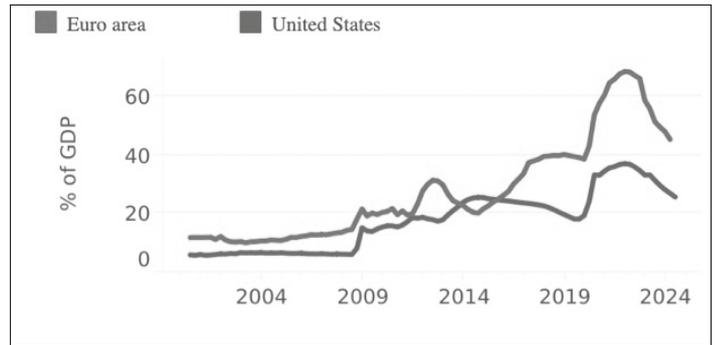


Fig. 7. Formes basiques du capital fictif 1980-2023 (en % du PIB) Calculs de l'auteur d'après WB Financial Global Indicators, Eurostat et FESE data

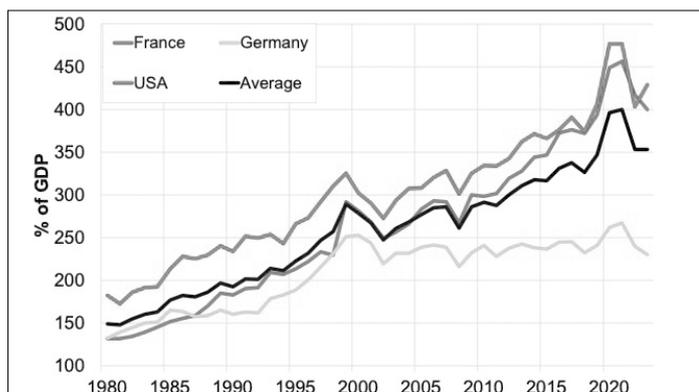


Fig. 6. Formes basiques du capital fictif 1980-2023 (en % du PIB). Calculs de l'auteur d'après WB Financial Global Indicators, Eurostat et FESE data

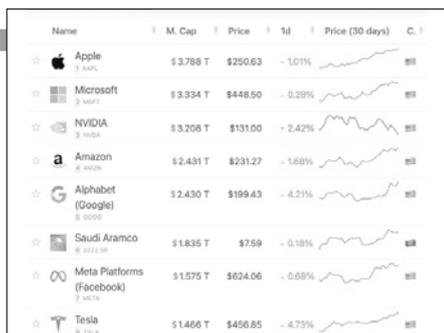


Fig. 8. Les 8 plus grandes sociétés en termes de capitalisation boursière en trillions de dollars. Source : financecharts.com et statista.com

Des figures incarnent cette évolution. Musk est l'homme le plus riche du monde, il est à la manœuvre au cœur du gouvernement US, il possède les capacités de calcul les plus développées (en 2024, il a lancé le centre de calcul Colossus pour entraîner son modèle d'IA), mais aussi l'ensemble de données propriétaires le plus important (grâce à son réseau de satellites Starlink qui lui fournit des images satellite et des flux de communication de l'ensemble de la planète en temps réel ; grâce aussi aux caméras vidéos de tous les véhicules Tesla qui circulent dans le monde ; grâce aux données de son réseau social X).

L'essor du techno-féodalisme laisse entrevoir une société post-capitaliste sous une forme terrifiante qui pourrait conduire à un nouveau mode de production régressif.

### 3. LA PLANIFICATION ÉCOSOCIALISTE (LE BON)

Bien sûr, cette option paraît aujourd'hui improbable en raison des rapports de force sociaux en présence. Mais il ne faut pas oublier que la crise écologique qui ne cesse de s'accroître va avoir des répercussions politiques exceptionnelles. Sur les 9 frontières écologiques évaluées, 6 ont déjà été dépassées (voir figure 9). L'idée qu'il va falloir modifier de façon radicale les formes d'organisation de notre rapport à la biosphère va devenir de plus prégnante dans les années et décennies à venir. Or, les deux options précédentes ne présentent aucune réponse à ce problème.

Comme l'économiste écologiste William Kapp l'écrivait déjà en 1970 : « La transformation actuelle de l'environnement n'est plus l'expression d'une maîtrise croissante du monde dans lequel nous vivons, mais au contraire le signe d'une

perte de cette maîtrise ». Ce qui se joue à propos de la planification écosocialiste, c'est le métabolisme de la société humaine avec la nature qui est complètement dans le rouge. Aujourd'hui, le principal agent de ce métabolisme, c'est la loi du profit. Si on prend au sérieux le défi écologique, il en découle donc des conclusions radicales.

La crise écologique est aussi économique. C'est ce que les marxistes écologistes appellent « la seconde crise du capitalisme », associée aux perturbations dans le processus de valorisation liées aux dégradations de l'environnement. Un graphique de la Banque des règlements internationaux, la banque des banques centrales, montre que les catastrophes naturelles sont de plus en plus importantes et que leur coût est de plus en plus lourd. Ceci pèse bien sûr sur le secteur des assurances, mais pas sur lui seul.

Cette crise peut-elle être maîtrisée au sein du capitalisme ? Que dire de la « finance verte » ? Le responsable des investissements chez Black Rock a jeté l'éponge après un an et demi en raison d'une crise morale. Il explique que les investissements verts sont du greenwashing (une escroquerie consciente), mais aussi une escroquerie théorique (si l'on pouvait faire autant ou plus de profits avec des « investissements verts », la loi du profit les garantirait spontanément).

En Allemagne, une filiale de la Deutsche Bank proposait des « investissements verts ». À la suite d'une dénonciation de la part d'un responsable, une enquête de police l'a forcée à réduire de 75 % les actifs qu'elle prétendait « verts », c'est-à-dire qu'elle mentait à 75 %. Enfin, une étude publiée en septembre 2024, qui prend en compte toutes les obligations « vertes » publiques et privées émises aux États-Unis de 2014 à 2023, a montré que 2 % seulement d'entre elles apportaient quelque chose par rapport aux investissements classiques (dans 98 % des cas, ces investissements n'ont rien de « vert »).

Si les décideurs publics et privés parlent beaucoup des enjeux écologiques, ils ne font pas grand-chose de tangible en la matière. C'est une source de crise interne et de fragilité au sein des élites responsables de ces politiques. C'est pourquoi, avec Razmig Keucheyan, nous avons développé un programme de planification

écologiste réformiste-révolutionnaire, qui met l'accent sur la socialisation de l'investissement<sup>7</sup>. Cette perspective a été défendue par Michel Husson, sous le nom de plume de Maxime Durand, dans un papier remarquable<sup>8</sup>.

Planifier écologiquement aujourd'hui, c'est se donner les moyens d'établir un inventaire permanent de la nature, alors que la comptabilité écologique n'existe pas. C'est se donner le moyen de faire des scénarios en fonction des contraintes écologiques dont on prend conscience et de quel genre de vie on veut. L'outil pour le faire, c'est le contrôle des investissements qui priverait les capitalistes de leurs principales prérogatives. Ainsi pourrions-nous éviter les défaites et les cauchemars que j'ai évoqués précédemment. □

1) David Harvey, Les limites du capital. Suaccumulation et dévalorisation. Éd. Amsterdam, 2020.

2) « Le capital est envoyé à l'étranger, non pas parce qu'il ne pourrait absolument pas être utilisé dans le pays, mais parce qu'il peut être employé à un taux de profit plus élevé dans un pays étranger » (Marx, Le Capital, Livre III, chap. XV).

3) Sous le fascisme, « l'aversion pour les dépenses publiques [...] est surmontée en concentrant les dépenses publiques sur l'armement » in Michal Kalecki, Selected Essays on the Dynamic of Capitalist Economy, Cambridge U. P., 1971, p. 141.

4) « L'ampleur et la gravité de la crise actuelle montrent clairement que la trajectoire de croissance des marchés financiers au cours des dernières décennies n'est pas viable et doit être inversée » in James Crotty, Cambridge Journal of Economics, 33(4), 2009.

5) Benjamin Bürnbaumer, Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation. Éd. Maspéro, 2024.

6) Cédric Durand, Techno-féodalisme, critique de l'économie numérique. Éd. La Découverte, 2023.

7) Cédric Durand et Razmig Keucheyan, Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique, Paris, La Découverte, 2024.

8) « Planification. 21 thèses pour ouvrir le débat », 1991 (<http://hussonet.free.fr/plani21.pdf>).

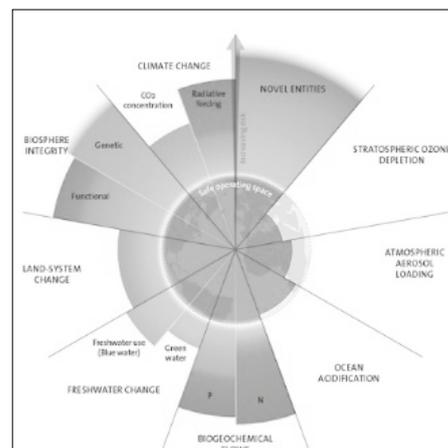


Fig. 9. 2023 : 6 frontières écologiques sur 9 sont dépassées

# Le surréalisme – 100 ans après

HELMUT DAHMER\*

« “Transformer le monde”, a dit Marx. “Changer la vie”, a dit Rimbaud. Pour nous, ces deux mots d’ordre ne font qu’un ». Pour nous, ces deux options ne sont qu’une et même solution »<sup>1</sup>.

Il y a cent ans, à la fin du mois d’octobre 1924, le poète André Breton (1896-1966), alors âgé de 28 ans et qui avait rassemblé autour de lui un cercle d’amis-artistes à la pensée proche, publiait son (premier) Manifeste du surréalisme. Nous revenons ici sur 100 ans d’histoire surréelle.

**S**ur quelque trente pages, il esquissait les contours du projet de son groupe de convoquer le potentiel méprisé et oublié du rêve et de l’imagination face à une raison calculatrice dominant la réalité sociale des guerres, face à la misère de masse et à la dévastation de la nature. Des poèmes lyriques, des nouvelles et autres romans, des peintures, des dessins et des sculptures était censés, lors de ce siècle d’aspiration aux révolutions – tels les témoignages d’une liberté encore à peine explorée sur le plan des techniques utilisées, des formes et des sujets – éveiller l’imagination endormie et le potentiel créatif des masses opprimées.

Le « manifeste » n’était ni une « profession de foi », ni un « programme » au sens habituel. Breton commença bien davantage avec une simple série d’évocations de l’enfance, de situations « extraordinaires », de l’imaginaire et de la folie suivies d’une critique des romans (psychologiques) conventionnels. Finalement, c’est une allusion à la théorie d’interprétation des rêves de Freud, une réflexion sur les relations entre éveil et rêves ainsi que sur le « merveilleux » dans la littérature ancienne et actuelle. On y lit ensuite des réflexions sur la poésie de Breton et une référence à l’esthétique de Reverdy (qui s’inscrit dans la continuité de celle de Lautréamont et qui jaillit selon le concept d’étincelle de la poésie d’une confrontation d’objets disparates). À la suite d’un court récit à propos d’une de ses idées (une phrase imagée

et curieuse) et de sa réflexion sur Freud, il en vint ensuite à sa tentative conjointe avec Soupault de s’adonner à des monologues (écrits à quatre mains) au fil de l’eau et dépourvus de censure. Ils avaient publié leur « diktat mental dépourvu de tout contrôle de la raison » dans le recueil *Les Champs magnétiques* (1921) afin de documenter les possibilités « d’écriture automatique ». Ensuite, il y est question (dans le Manifeste) de l’origine terminologique du « surréalisme » (par Gérard de Nerval et Guillaume Apollinaire), d’environ vingt écrivains qui se reconnaissaient dans « la toute-puissance du rêve » et de vingt autres dont l’écriture était partiellement « surréaliste ». Il s’en suivit des exemples de textes du groupe de Breton et d’indications pour le lecteur désireux d’apprendre à écrire ou à déclamer de manière surréaliste, c’est-à-dire désireux de « pratiquer la poésie ». Il s’agissait de se mettre dans un état propice aux « idées libres » : propice aux combinaisons originales de mots, à la production de phrases que l’on n’aurait jamais dites ou entendues, à des visions du domaine du rêve...

## UNE AUTRE RÉALITÉ EST POSSIBLE

Les thèmes du langage, du dialogue et de l’imagerie surréaliste y furent en outre repris en se fondant sur Reverdy (et Lautréamont). Le thème de l’enfance y apparaît également à nouveau (cette enfance « qui nous rapproche peut-être au plus de la vie réelle »). À la suite de collages de Picasso et de Braque, il y eut celui de Breton réalisé

à partir de titres de journaux. En guise de conclusion du manifeste figurent les phrases : « le Surréalisme comme je l’entends témoigne suffisamment de notre absolu non-conformisme pour ne pas être cités comme témoins à décharge dans le procès à l’encontre de la réalité » ainsi que « La vie avec un grand L et non vivre, ce sont des solutions imaginaires. L’existence se trouve ailleurs ».

Ce n’était pas aisé pour les lecteurs du manifeste et des traités de Breton de suivre ses associations et combinaisons poétiques et de démêler ses « intrications de pensées ». Lui-même écrivit que ses pensées se développaient comme les « lacets d’une route ». Tentons d’obtenir une vue d’ensemble sur ces lacets dans le manifeste : « Nous vivons encore sous le joug de la logique [...]. Les buts de la logique inversement nous échappent. [...] La propension dont on ne peut se défaire de ramener l’inconnu au connu, à ce que l’on peut classifier, endort le cerveau. On est parvenu derrière le prétexte de progrès à condamner toute forme de recherche de la vérité qui ne corresponde pas à l’usuelle. [...] Ainsi, nous nous devons d’être reconnaissants vis-à-vis des découvertes de Freud. [...] l’imagination est peut-être sur le point de recouvrir ses anciens droits [...]. À juste titre, Freud a orienté sa critique vers le domaine du rêve. ». « Je crois à



la future dissolution des états de rêve et de réalité a priori contradictoires dans, si l'on peut dire, une forme de réalité absolue : la surréalité ».

### FIN DE LA JEUNESSE, DÉBUT DE LA GUERRE

La génération des surréalistes tardifs avait à peine 20 ans en 1914. La guerre mondiale mit un terme à leur jeunesse. Leur réponse fut une déclaration de guerre à cette réalité. L'année 1916 atteint un sommet des guerres de positions. Sur le front de l'ouest, 700 000 morts à Verdun, environ un million sur la Somme ; à l'est, « l'offensive Brusilow » fit un autre million de victimes. D'autre part, l'enthousiasme vis-à-vis de la guerre de 1914 était retombé, une résistance à la poursuite de la ruineuse boucherie se dressa.

En Suisse neutre (à l'époque une destination pour les réfugiés de guerre, des intellectuels, pacifistes et révolutionnaires), 37 socialistes opposés à la guerre se sont rassemblés dès le début du mois de septembre 1915 et ont adopté le « manifeste de Zimmerwald » (rédigé par Trotsky). En avril 1916 eut lieu une seconde conférence en Suisse, à Kienthal.

En Allemagne, les révolutionnaires opposés à la guerre s'étaient constitués en « groupe de l'Internationale » au sein des sociaux-démocrates. En 1916, en Allemagne, le groupe

*Spartakus* et Rosa Luxemburg à cette époque en prison commença avec Karl Liebknecht et Leo Jogiches à publier (illégalement) les *Lettres de Spartacus*. Liebknecht clama sur la Potsdamer Platz à Berlin le 1<sup>er</sup> mai 1916 : « À bas la guerre, à bas le gouvernement ! ». Il fut arrêté et finalement maintenu en détention jusqu'à la révolution de novembre pour « haute trahison ». Des travailleurs berlinois déclenchèrent en guise de protestation contre le jugement la première grève d'importance (la « grève Liebknecht » ou « grève du pain ».)

Lénine, qui réclamait la transformation de la guerre en une guerre civile révolutionnaire, travaillait à Zürich à son étude sur *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*.<sup>2</sup> Et dans son quartier, au *Cabaret Voltaire* à Zürich, un groupe d'artistes (Hugo Ball, Richard Huelsenbeck, Hans Arp et d'autres) commença à mettre en scène et pour quelques mois et sous les vives protestations du public *Dada, la grand objection* : une liquidation rituelle de l'art affirmatif sous la forme de déceptions et d'injures du public ; de happenings et de scandales. En 1919, Tristan Tzara exporta le Dadaïsme à Paris.

### EXPRESSION DU PRÉSENT, INTUITION DU FUTUR

Le groupe se sépara en 1922, autour de Breton et de ces spécialistes de « l'art d'épater le bourgeois ». Prenant le dessus sur le dadaïsme, il s'agissait désormais pour les poètes et artistes surréalistes d'expérimenter une révolution artistique du quotidien, de la perception et de la façon de penser et de sa diffusion. Ils délaissaient l'univers des normes en termes de conditions de vie, les bases institutionnelles de la société bourgeoise (propriété privée, salariat, marché, famille, État, église) et sa morale : des circonstances au sein desquelles le retour périodique d'états barbares et d'atrocités est considéré comme « normal » et davantage encore au sein desquelles le départ ordonné par l'État de millions de personnes pour des guerres d'anéantissement est vécu comme une « libération » du caractère pesant de leur quotidien dans les usines, les bureaux, les laboratoires ou dans les champs.

Par-delà les frontières du milieu de vie accepté comme le « seul réel », les surréalistes cherchèrent refuge dans la marginalité, le « sauvage », le réprimé,

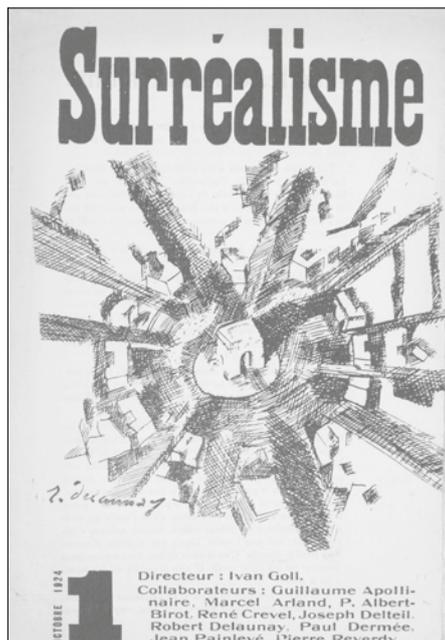
pour porter leurs attaques sur le monde bourgeois. Le « surréalisme », c'était avant tout une relativisation et une discréditation du dominant, la réhabilitation du taboué, de l'indiscutable, des dimensions de la vie marginalisées : rêve, sexualité, psychoses...

Les premières années du mouvement dadaïste-surréaliste étaient des années d'expérimentations et de provocations. On expérimentait les états d'hypnose et d'ébriété, on organisait des sondages sur les pratiques sexuelles des membres du groupe, on cultivait « l'écriture automatique » (en tant qu'art de tout à chacun), constamment en quête du taboué, du « miracle ». Breton, Aragon, Éluard et Soupault prenaient la succession de ces révolutions poétiques qui coïncidèrent avec la chute du Second Empire et à la séquence de la Commune de Paris. Leurs modèles étaient avant tout Lautréamont et Rimbaud et étaient, en tant que poétologues, des disciples de Novalis et de Baudelaire.

Les surréalistes travaillèrent à ce que Breton nomma le « *nouveau mythe collectif* » : l'expression du présent et de l'intuition du futur.

Mus par un « dégoût du réel », d'une « *soif de nouveauté* » (Baudelaire), d'une « *faim d'infini* » (Lautréamont), les révolutionnaires poétiques cherchèrent l'inconnu avant tout dans ce qui n'avait jamais été vu ou entendu, dans l'hallucination d'une autre réalité. L'alchimiste des mots, Rimbaud, le poète de la Commune les avait précédés : « *La vieillerie poétique avait une bonne part dans mon alchimie du verbe. Je m'habituai à l'hallucination simple : je voyais très-franchement une mosquée à la place d'une usine, une école de tambours faite par des anges, des calèches sur les routes du ciel, un salon au fond d'un lac ; les monstres, les mystères...* ». « *La poésie est ce qui est le plus réel, ce n'est que dans un autre monde qu'elle devient complètement vraie* », écrivit Baudelaire en 1855. « *La vraie vie est absente* », répliqua Rimbaud.

Dans le surréalisme, peinture et poésie se sont nourries l'une l'autre. Les techniques surréalistes, « le collage », le « frottage » (Max Ernst) tout comme « l'écriture automatique » sont des procédés qui favorisent l'émergence de l'inconnu, de l'étrange, du neuf. Dans la poésie surréaliste, la formation du matériau demeure secondaire, se trouve marginalisée – contrairement



Manifeste du surréalisme, Numéro 1, 1<sup>er</sup> octobre 1924 © Wikipedia Commons

à Edgar A. Poe qui a souligné l'importance du faire, du calcul poétique.

Tout comme chez Ludwig Börne, la levée de la censure culturelle sur la pensée est le plus important. En suivant avec la plume le courant des associations libres, on couche sur le papier des « *pensées nouvelles et inattendues* », on devient un « *écrivain original* ». Si l'on secoue le kaléidoscope des représentations mentales (voire des illusions), alors, des images et des mots sortent du cadre de constatations que l'on sanctionne, font l'amour, forment des silhouettes errantes, laissent entrevoir des facettes inattendues.

Max Ernst écrit : « *Les techniques de collage sont l'exploitation systématique de la rencontre artistique entre deux ou plusieurs réalités étrangères l'une à l'autre à un niveau qui pour l'œil est inadéquat. L'étincelle poétique jaillit lors du rapprochement de ces réalités* ».

Il se réfère au « *beau déconcertant* » de la « *rencontre* » fortuite évoquée par Lautréamont d'une machine à coudre et d'un parapluie sur une table de dissection. Chaque œuvre surréaliste est une fenêtre sur une réalité alternative, chaque tableau ou chaque poème une trouvaille, des débris d'épaves rejetés par une mer de possibilités sur le rivage de la réalité. La vérité de l'art se trouve dans le franchissement de la frontière définie socialement entre « *vrai* » et « *impossible* ».

#### AU-DELÀ DU POSSIBLE : L'IN(DIS)PENSABLE

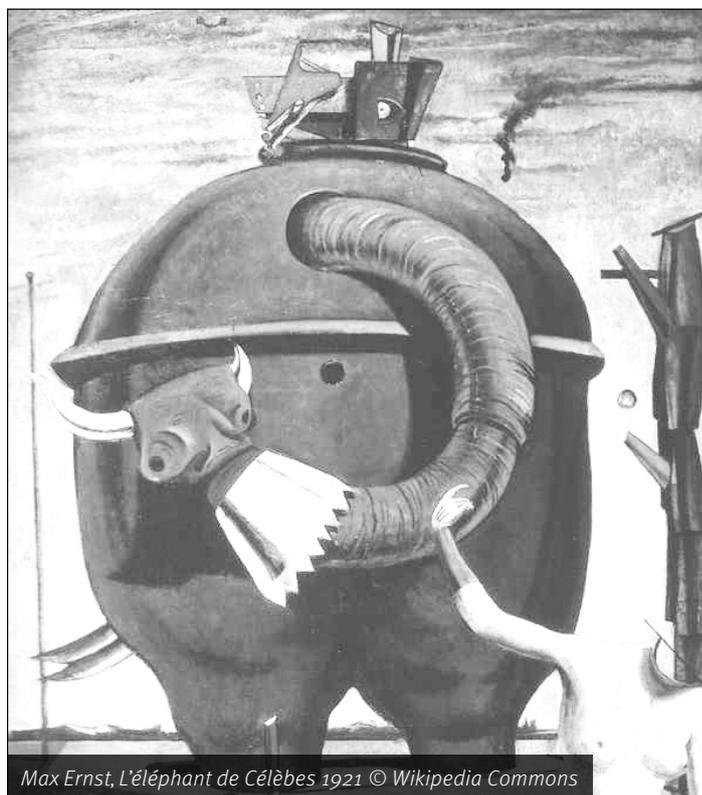
Les surréalistes ont laissé derrière eux un monde dans lequel nos aspirations, nos rêves angoissés, nos anges et nos monstres trouvent une place. Grâce aux techniques contemporaines de reproduction, ils quittent encore et encore les caveaux que sont les musées, les recueils d'images, les films et les salles de vente et se répandent (tels les motifs de Magritte) sur nos écrans, les colonnes Morris et les murs de nos villes.

Le surréalisme a ouvert les fenêtres sur l'au-delà immanent par-delà la réalité établie. Elles ouvrent sur ce qui a toujours été renié, contre lequel les forteresses de la culture ont été érigées, dont nous minimisons les bastions en et en dehors de nous, perpétuellement, rêveurs. Et elles s'ouvrent aux promesses qu'une fois dans l'histoire vœux et réalité ne se comportent plus

l'une envers l'autre comme un prisonnier face à sa prison, mais que la vie soit telle que les vers, le tableau et la musique l'imaginent.

Le merveilleux, que les poètes, prosateurs et peintres surréalistes invoquent, est la belle modernité (au sens baudelairien) : le sens et la folie de l'époque et la manière dont ils s'expriment dans les modes, l'architecture, les luttes et les jeux et comment l'avant-garde artistique les forme et les déchiffre. Ce n'est qu'au cours de la révolution de la langue poétique que les deux formes d'expression artistique sœurs reviennent à elles, atteignant dans la poésie surréaliste un point d'orgue et refluant et renouant dans la peinture surréaliste avec la magie et le maniérisme dont Breton fut l'interprète le plus illustre. Sa spécificité est la non-imitation. La réalité est déficiente. Sa restitution et même sa copie embellie (telle que par la doctrine de réalisme « *du peuple* » des régimes totalitaires l'imposait) décuple le mal, abuse même les gens sur une possible contestation dans le monde de l'apparence.

Le surréalisme a « *à échelle mondiale initié le triomphe de l'imagination et de la création sur l'imitation...* ». La productivité artistique consiste en un éclatement de l'agencement du monde tel qu'il est, dans la combinaison inattendue des éléments qui le composent ; elle vise à voir et à donner à voir le bonheur, les humains, les animaux, les objets et les paysages tels qu'ils le seraient dans un monde dans lequel le combat de tous contre tous et contre la nature n'aurait plus cours. Elle pousse à la révolte imaginative qui précède toute révolte politique. La poétique et la poésie moderne (de Novalis à Breton en passant par Hölderlin) rappelle le fait que les hommes se



Max Ernst, L'éléphant de Célèbes 1921 © Wikipedia Commons

sont et ont davantage rêvé leur monde qu'ils ne l'ont façonné. Là où l'on rêve la réalité sociale et naturelle, là où les visions d'une tout autre réalité sont évoquées, là où l'on accouche d'une langue par un travail d'identification et d'information, c'est là que les animaux peints sur les parois de la grotte de Lascaux rencontrent ceux de Franz Marc. Des poètes « *voyants* », de profanes et athées tenants du mysticisme ont sauvé de l'oubli « *l'interprétation du monde selon Orphée* »

L'expérience selon laquelle notre monde serait en permanence transformé par un travail rendu par la technique de plus en plus efficace et dont on peut tirer du profit, que des « *révolutions* » technologiques se succèdent, a mené au fait que les pratiques de transformation du monde hors du domaine de la technique – le regard critique, l'art, la révolution – ont été dévaluées et sont tombées dans l'oubli. À l'opposé, Marx, Freud et les poètes romantico-symbolistico-surréalistes s'y sont opposés.

Breton commentait en 1947 un essai de Thomas de Quincey sur le rêve avec ces mots : « *On ne peut pas réfléchir en profondeur aux remarques de de Quincey à une époque où les rêves de*

bovidés, de brutes, tendent à remplacer tous les autres rêves et dans laquelle même le socialisme semble oublier qu'il est issu du rêve (éveillé) de meilleures conditions de vie pour tous... ». Les surréalistes voulaient l'amalgame de la révolution imaginative et de la révolution politique. C'est à la recherche de « l'inconnu », du « surprenant » qu'ils ont – ces derniers flâneurs – arpenté la forêt minérale des symboles qu'est Paris (Aragon, 1926). Leurs expérimentations valaient une provocation du « *hasard objectif* » dans la situation, où l'on bute avec des correspondances réelles de ce que l'on avait toujours espéré et craint, dans laquelle le monde perd ponctuellement son caractère étranger, semble répondre à nos questions ; là où il semblerait que la table soit dressée juste pour nous, la scène représentée pour nous, où les débris d'épave rejetée par la mer roulent à nos pieds. Et quelque part dans la foule, dans les rues, derrière les tableaux et de mystérieux objets, la trouvaille des trouvailles [la découverte heureuse], le ou la belle inconnu-e comme la « *Nadja* » de Breton, l'incarnation de la poésie, au contact duquel ou de laquelle « *l'amour fou* » peut s'embraser.

#### L'ASSOCIATION LIBRE, SOUS CONTRAINTES

Dans leur combat contre la misérable réalité, les héritiers du romantisme et du symbolisme cherchaient des contemporains avec lesquels se fédérer. Breton les trouva dans Freud qui grâce aux associations libres a interprété et a exploré, une réalité derrière la réalité et dans le révolutionnaire et l'historien Trotsky dont le livre de souvenirs Lénine (1924) avait converti Breton au bolchevisme.

En tant qu'héritiers des romantiques et des symbolistes, le groupe autour de Breton a révolutionné la poésie et la peinture (figurative). Pour changer « la vie », et pas seulement d'intellectuels privilégiés et de groupes d'artistes, mais de tous les Hommes ; ils cherchèrent des confédérés dans le mouvement social et révolutionnaire de leur temps. Tout d'abord, ils se sont tournés vers le PC français déjà stalinisé (sous Doriot et Thorez), mais dont les cadres réclamaient auprès des bohémiens un

travail militant pour le parti, de faire de l'agitation et une fidélité à la ligne (y compris sur les questions artistiques), c'est-à-dire le don de soi. Au fil du temps, tant Louis Aragon que Paul Éluard et Tristan Tzara, des amis de Breton et dadaïstes de la première heure, répondirent à cette exigence de capitulation sans concessions.

Breton et d'autres – comme par exemple Benjamin Péret – qui voyaient dans les actions de travailleurs en Espagne en 1937 accomplies sans contrôle d'aucun parti le pendant à leur propre pratique artistique sur le champ des combats sociaux, rejoignirent la 4<sup>e</sup> Internationale antistalinienne de Trotsky et plus tard des groupes anarchistes et humanitaires, dont les objectifs politiques leur permettaient de se solidariser sans renoncer à leur indépendance artistique et intellectuelle. Breton, porte-parole depuis 1924 du mouvement artistique surréaliste, ainsi que ses amis ont expérimenté différentes possibilités de coopération entre l'avant-garde artistique et le mouvement ouvrier – en fait des organisations de type parti – et tiré de leurs expériences la conclusion que si les chemins de l'art et de la politique peuvent se croiser ici ou là, ils demeurent par essence différents.

Ainsi, la clarification des relations entre *Bohème* et le mouvement ouvrier est également une des leçons que délivre l'histoire du surréalisme. Même en France, elle n'a pas été comprise comme l'exemple de Sartre le montre, rabaisant encore en 1947 les surréalistes au nom d'une « *littérature engagée* » pour par la suite en 1956, c'est-à-dire vingt ou trente ans après Breton, revendiquer finalement l'autonomie de la littérature. Les émigrés allemands, qui s'écharpaient en 1937-1938 (et ce n'était pas la première fois) dans la revue *Das Wort* (publiée par Brecht, Feuchtwanger et Bredel) sur le caractère progressiste ou réactionnaire de l'expressionnisme et débattaient d'une conception trop étroite ou au contraire trop large du réalisme ont également en majorité tout autant ignoré le débat français sur la légitimité de la littérature et de la peinture surréaliste, poursuivi à leur époque et commencé dix ans auparavant, que le sort de leurs collègues russes dans le contexte des grandes purges stalinienne. Les opposants d'alors à Lukács et Alfred Kurella – Bloch, Eisler et Brecht – en auraient davantage tiré

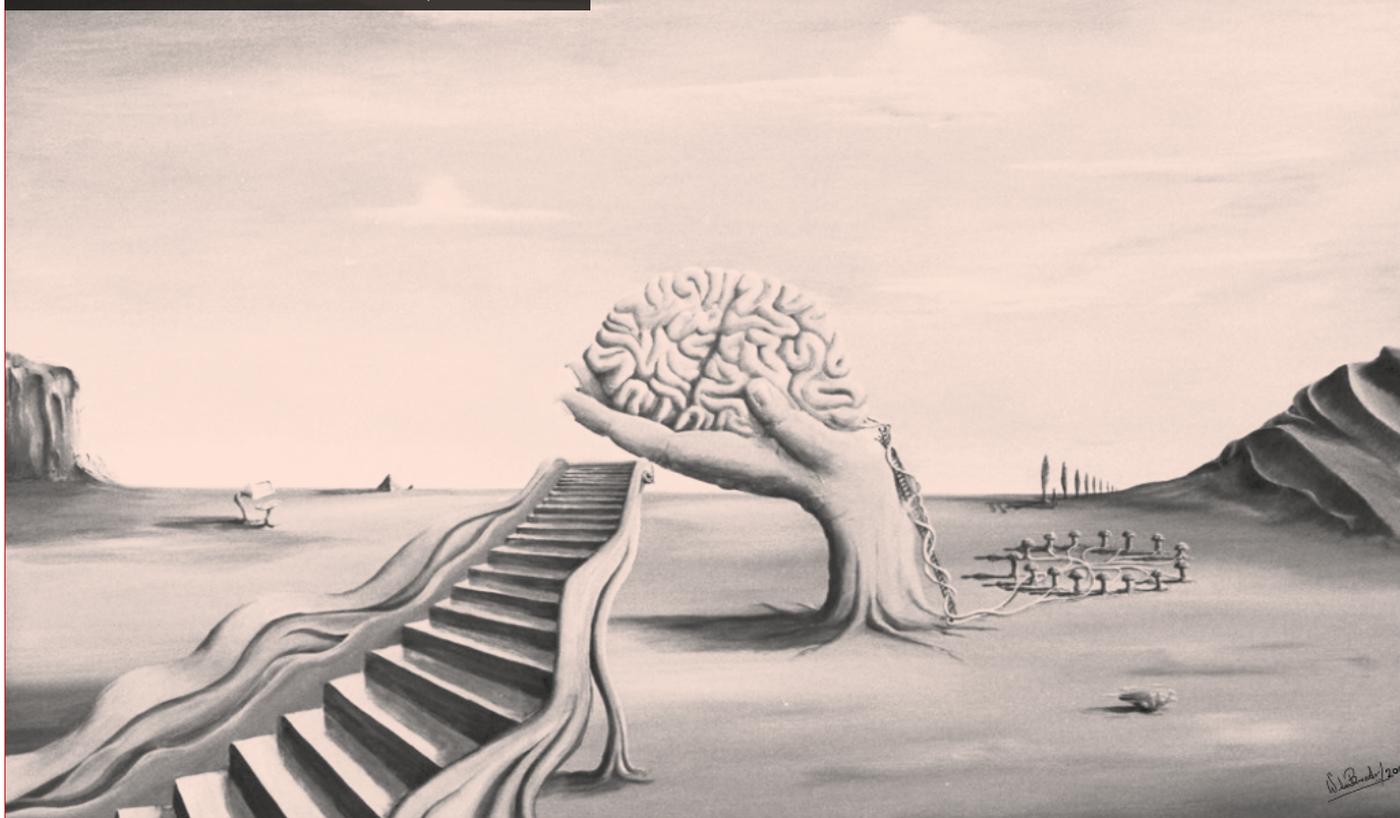
leçon et trouvé en Breton un allié, qui revendiquait en 1937 un « *réalisme ouvert* ».

#### FÉDÉRATION DE L'ART RÉVOLUTIONNAIRE

Un mouvement artistique internationaliste qui se considère comme anti-capitaliste, anti-bureaucratique, qui poursuit l'objectif triple de « *changer le monde, changer la vie, de refonder l'entente entre les humains* », une organisation bohème qui conservait au profit de la liberté de l'expression de l'individu son indépendance à l'égard d'organisations qui fusionnèrent en un « parti de la liberté » comme mentionné dans le manifeste antitotalitaire de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (F.I.A.R.I.) créé à l'été 1938 par Breton, Trotsky et le muraliste Diego Rivera et sitôt engloutie par la guerre, un tel mouvement artistique, il n'y en a pas eu ni avant, ni après le surréalisme. Ce qui à la veille de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale apparaissait comme une opportunité, comme les promesses du surréalisme, attend toujours son heure. À l'époque des régimes totalitaires et de « l'art » de propagande, Trotsky, Breton et Rivera défendent dans le Manifeste de la F.I.A.R.I l'indépendance des artistes et de l'art, non pas un art « apolitique », mais bel et bien « l'art pour l'art ». Pourquoi ? À cause de son potentiel critique et séditionnel. Un art « autonome » implique des artistes autonomes qui mettent en contradiction leur sensibilité spécifique avec le contexte dominant et font de leur affaire l'émancipation (dans cette « culture ») des classes exploitées et des malheureux individus qui les composent. Une prise de distance vis-à-vis de leur époque leur permet de percevoir les contradictions de « l'ordre » dominant (et du fait qu'ils puissent être modifié) et de donner une expression au conflit culturel qui est aussi le leur, de l'illustrer, de rendre visible avec leurs moyens la vérité sur la société dans laquelle nous vivons.

Dans une lettre à Breton rédigée vers la fin 1938, Trotsky a défini comme suit l'archétype de l'artiste révolutionnaire tel qu'il le concevait ainsi que la tâche qui incombe à une unification révolutionnaire des artistes : « *dans notre époque marquée par les*

Willem den Broeder, BrainChain, 2001 © Wikipedia Commons



bouleversements et la réaction, de déclin culturel et du retour au sauvagement de la morale, la création [artistique] indépendante est de fait révolutionnaire, car elle prend sa source dans la recherche d'un chemin de fuite hors de l'insupportable situation sociale [sans issue]. Avec ses méthodes spécifiques, l'art, chaque artiste doit se mettre, sans attendre aucune consigne, en quête d'une échappatoire. Les artistes devraient rejeter tout commando et mépriser ceux qui les soumettent à toute obligation [politique] ».

### L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR CONTRE LA VIE RÉELLE

Breton rentra à Paris en 1946 en provenance des USA où il s'était réfugié. Pourtant, dans une Europe d'après-guerre de la « guerre froide » et de la « coexistence pacifique » et sous l'épée de Damoclès de « l'équilibre de la terreur » nucléaire, le surréalisme n'avait pour ainsi dire plus aucune chance de repasser de l'art à la vie. Après les expériences traumatiques qui malgré toutes les tentatives de les surmonter furent largement refoulées et que l'on nomme « Archipel du Goulag », « Auschwitz » et « Hiroshima », les sensations artistiques avec lesquelles les surréalistes avaient dans les années 20 et les

années 30 essayé d'éveiller la population, s'étiolèrent irrémédiablement. En février 1948, Breton écrit : « Dans la profondeur de ce tunnel putride dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, il est presque impossible de respirer. Il s'agit en effet du passage de ce que l'on appelle univers concentrationnaire, l'inimaginable à en partie un possible [...] non-univers. À n'en point douter, la conscience elle-même attaquée et dans sa substance même est menacée. Elle a contre elle une masse d'inconscience et de légèreté, qui rend le danger reconnaissable uniquement à un moment où on ne peut plus être le prévenir [...]. La conscience a contre elle le moteur compacte des routines bien huilées qui maintiennent peut-être encore les humains en mouvement y compris lorsqu'il ne reste qu'une poignée d'entre eux sur terre. »

Cependant, l'après-guerre n'amena pas seulement la révolution coloniale mondiale, mais également les révoltes antistaliniennes (1953, 1956, 1968 et 1980) tout comme le déclin final du régime des héritiers de Staline. Et dans les années 1960, une nouvelle génération brisa le silence de leurs aînés à propos des atrocités du fascisme hitlérien et de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et protesta à l'échelle mondiale contre la guerre alors menée par les USA et

ses alliés contre le Vietnam et le Cambodge. Finalement, ce sont les étudiants se rebellant en mai 68 à Paris (deux ans après la mort de Breton) qui réactualisèrent le rêve d'une tout autre construction de la vie sociale et de l'individu. Ils reçurent l'appui d\* de 10 millions de travailleurs et travailleuses en grève et intimidèrent le Général De Gaulle qui alla chercher l'aide auprès de l'armée (du général Massu) dans la ville allemande de Baden-Baden.

Le surréalisme fut à ce jour la dernière révolte des artistes non-conformistes et de leur art contre la société existante. Il est tout aussi désuet que ses promesses non tenues et une nouvelle insurrection d'artistes est tout aussi souhaitable qu'une nouvelle tentative de la population salariée et privée d'emploi en Europe de l'ouest et de l'est de saboter le destin de l'économie de rentier sous l'égide de leurs profiteurs – les oligarques, les gestionnaires de la crise et les tenants de l'apocalypse nucléaire. □

\* Helmut Dahmer est membre de l'ISO, organisation politique en Allemagne. Ce texte est traduit de l'allemand par Alexis Rousselin.

1) André Breton, Le Manifeste du surréalisme, 1962.

2) Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, avril 1917.

# Rassemblé·es contre l'extrême droite

CLAF (RP) ET CNAR-RP

Le 31 mars, le procès pour détournement de fonds publics dans le procès des assistants européens du RN a abouti à la condamnation de responsables en vue du Rassemblement national, et notamment à une peine d'inéligibilité avec exécution provisoire pour Marine Le Pen. Le revers d'une victoire remportée contre le clan Le Pen, c'est le déploiement d'un contre-discours populiste : dès l'annonce du jugement, le RN s'est positionné en reconduisant l'opposition entre la « démocratie » et les « juges », un trope caractéristique de l'argumentaire fasciste.

Conscientes de la menace, les forces de gauche se sont rassemblées et se sont efforcées de concurrencer la fallacieuse « défense de la démocratie » à laquelle Marine Le Pen associait son immunité au même moment. Le mouvement comporte des faiblesses : le 6 avril à l'appel du NFP, puis le 12 avril à l'appel des organisations syndicales et associatives, la gauche a su manifester une opposition globalement égale, dans la rue, à la capacité de mobilisation de l'extrême droite. C'est une réussite en demi-teinte. Le deuxième événement, plus confidentiel, manifeste de même les fragilités d'un camp qui manque d'unité, voire tout simplement de lisibilité et de pénétration dans les masses.

Si notre tradition se fait forte de la distinction apportée par Léon Trotski entre bonapartisme et fascisme, comme il l'affirmait<sup>1</sup>, « *il serait impardonnable de tomber [dans l'excès de faire] du bonapartisme et du fascisme deux catégories logiquement incompatibles* ». La tactique du RN n'est pas seulement bonapartiste, et n'est pas seulement alignée sur le renforcement autoritaire de l'appareil répressif de l'État et sur la personnalisation du pouvoir, elle est aussi proprement fasciste en attaquant directement les fondements de l'État de droit, en sapant les fondements de l'ordre républicain qu'elle prétend défendre contre les personnes racisées et en appelant pour cela à la mobilisation des fractions de la petite-bourgeoisie et de notre classe contre les fractions racialisées du prolétariat.

De fait, comme le rappelait notre camarade Ugo Palheta, il y a lieu de s'alarmer devant la « possibilité du fascisme » : l'extrême droite jouit de sa continuité avec la droite républicaine d'un Sarkozy qui a pavé le déportement de son électorat vers le RN jusqu'aux alliances objectives à l'Assemblée qui scellent l'union des droites. Ce continuisme est dangereux car en même temps et sans contradiction, l'extrême-droite peut s'appuyer sur une constellation de

groupuscules violents, capables d'organiser des attaques contre le mouvement antifasciste ou antiraciste comme le 17 février dernier à Paris avec l'attaque violente de la projection de Z de Costa Gravas.

De même que la participation au NFP aux législatives nous a accordé un répit et nous offre l'espace pour construire de toute urgence des cadres de mobilisation pour aujourd'hui, parés à la résistance pour demain.

Avec un sens de la synthèse qui fait sa force, notre camarade Mathilde Millat résume : « *Face à la possibilité du fascisme nous devons nous mobiliser largement : il faut construire des cadres de mobilisations unitaires et à la base. Cette lutte doit se mener partout : les batailles féministes, antiracistes, écologistes, pour nos droits et nos libertés publiques. Enfin il n'est pas possible de terminer cette intervention sans parler de la manifestation<sup>2</sup> à 15h : le soutien à la lutte du peuple palestinien et la dénonciation du génocide en cours. Les extrêmes droites internationales s'appuient sur cette guerre coloniale pour se développer alors notre combat antifasciste passe nécessairement par la solidarité, avec la Palestine !* » □

1) Léon Trotski, Bonapartisme et fascisme, 1934.

2) Cette manifestation succédait immédiatement au rassemblement organisé le 17 février et a permis la convergence des cortèges.